



REVUE SUISSE

La revue des Suisses de l'étranger
Novembre 2020

**Le bouquetin, roi des montagnes:
jadis exterminé, puis sauvé**

**Suisse-Union européenne:
une relation encore pleine d'interrogations**

**La mobilité dans les villes suisses évolue:
de moins en moins de ménages possèdent une voiture**



En 2021, les Suisses de l'étranger éliront leurs délégués.



Inscrivez-vous maintenant comme candidat auprès du club suisse ou de l'organisation faîtière de votre pays de résidence. Vous trouverez des informations aux pages 32 et 33 de cette «Revue Suisse», ainsi que sur le site www.aso.ch.



En 2021, SwissCommunity se réinvente !

- nouveau site Internet
 - nouvelle communauté en ligne
 - nouvelle présence en ligne de la «Revue Suisse»
 - nouveau design
 - tout-en-un
- Rendez-nous visite dès janvier 2021 sur www.SwissCommunity.org et inscrivez-vous à notre nouvelle communauté pour tisser des liens forts et durables avec d'autres Suisses du monde entier !

Partenaires de l'OSE/SwissCommunity:



Swiss Travel System.



 **BCGE**



 **swissinfo.ch**

La Suisse et l'Europe

- 5 **Courrier des lecteurs**
- 8 **En profondeur**
Le couple Suisse-UE entretient une relation à distance compliquée
- 10 **Société**
Pandémie de coronavirus: après le soulagement, l'inquiétude
Le bouquetin, «roi des Alpes», a jadis été exterminé. Pourquoi?
Dans les villes suisses, la tendance est à l'autopartage
- 18 **Reportage**
L'unique ermite officiel de Suisse a bien du mal à vivre seul
- 21 **Littérature**
- 22 **Science**
Quel son émet la Suisse? Nous avons mis les vers de terre sur écoute
- 25 **Politique**
le 27 septembre, «super dimanche» de votation: les résultats
La Suisse votera sur l'interdiction de la burqa
L'importation d'huile de palme se heurte à une résistance tenace
- 31 **Informations de l'OSE**
- 36 **news.admin.ch**
- 38 **Lu pour vous / Écouté pour vous**
- 39 **Sélection / Nouvelles**



La démocratie directe fait partie de l'ADN de la Suisse. Chaque citoyen peut régulièrement contribuer par son vote aux décisions politiques du pays. Cependant, durant plusieurs mois, cette culture démocratique profondément ancrée a été gelée, bloquée, suspendue par la pandémie. À l'automne, elle a fait son grand retour: le 27 septembre a en effet été un «super dimanche» de votation, une journée où le peuple s'est prononcé sur de nombreux objets importants et ce, avec un fort taux de participation. Le «non» sans appel des Suisses à l'initiative de limitation» de l'UDC figure au premier plan. Par ce rejet, ils ont clarifié leur position face à l'Union européenne (UE) et montré qu'ils souhaitent poursuivre la voie bilatérale partenariale avec l'UE.

L'acceptation de cette initiative aurait inévitablement entraîné la dissolution des rapports actuels étroits entre la Suisse et l'UE. En tant qu'État non-membre, la Suisse ne peut pas sortir de l'UE. Cependant, pour ce pays entouré par des États membres, une résiliation des accords bilatéraux aurait constitué un pas d'une portée tout aussi dramatique.

Si la décision du peuple est claire, il ne s'agit pas pour autant d'une déclaration d'amour aveugle adressée à Bruxelles. Les relations entre la Suisse et l'UE sont empreintes de sentiments contradictoires. D'une part, l'étroit voisinage entraîne tout naturellement des imbrications économiques, culturelles et personnelles. D'autre part, la majorité des Suisses n'est pas emballée par l'Europe des institutions. Elle aime l'Europe sans frontières, cette atmosphère de vaste monde rendue possible par la libre circulation des personnes, synonyme d'une liberté de mouvement qui paraît encore plus précieuse depuis que le confinement nous a fait redécouvrir la petitesse et l'étroitesse d'une Suisse aux frontières closes. La raison pragmatique domine: l'«ouverture européenne» et la perméabilité ne sont possibles qu'au prix de relations réglementées avec l'UE.

Lors du «super dimanche» de votation, les citoyens de la «Cinquième Suisse» – dont la majorité vit au sein de l'UE – ont du reste plus que les autres encore plébiscité la voie bilatérale. Les relations entre la Suisse et l'UE sont-elles ainsi clarifiées pour un bout de temps? Que nenni. Même un concubinage a besoin d'ajustements, et c'est précisément ce va-et-vient diplomatique sur les accords contractuels concrets entre la Suisse et l'UE qui se poursuit à présent. Le suspense est garanti, comme vous le découvrirez dans le dossier «En profondeur» de ce numéro de la «Revue».

MARC LETTAU, RÉDACTEUR EN CHEF





Recevez un
petit morceau
de Suisse à la
maison.

Maintenant
réduction de
CHF 10

swissauthenticshop.ch/revue6

Livré directement chez vous, taxe et frais d'expédition
compris dans le prix total payé à l'avance.



LE TEMPS POUR DE NOUVELLES PERSPECTIVES



Le choix idéal pour obtenir le diplôme de gestionnaire en tourisme ES
riche d'inspiration, orienté vers l'avenir, axé sur la pratique.

- « Parcours incluant ou non un stage d'un »
- « Parcours incluant des emplois saisonniers hiver et été »

Ecole Supérieure de Tourisme des Grisons | CH-7503 Samedan | T +41 81 851 06 11 | contact@hftgr.ch

HÖHERE FACHSCHULE
FÜR TOURISMUS
GRAUBÜNDEN

Détails
et inscription:
www.hftgr.ch

Une formation en Suisse ? Nous vous conseillons volontiers !

info@educationsuisse.ch Tél. +41 31 356 61 04
www.educationsuisse.ch



Solutions d'assurances internationales maladie
de 1ère classe, pour les expatriés suisses,
les voyageurs et les employés mobiles.

+41 43 399 89 89
info@asn.ch
www.asn.ch



Donnez un exemple à toute une génération !



Le guide de l'Organisation des Suisses de l'étranger vous
offre de précieux conseils sur la planification successorale.



Les services consulaires

partout, facilement accessibles
depuis vos appareils mobiles



Guichet en ligne DFAE
Online-Schalter EDA
Sportello online DFAE
Online desk FDFA

www.dfae.admin.ch

San José (2020)



«REVUE SUISSE» – TROIS CLICS POUR INSTALLER NOTRE APP!

Installez l'application de la «Revue Suisse»! C'est si simple !

1. Connectez-vous au App Store
2. Cherchez l'application «Swiss Review»
3. Appuyez sur la touche télécharger et ensuite installez – fini!



SWISS
REVIEW

Le «colonialisme sans colonies» de la Suisse



De nombreuses multinationales suisses sont toujours impliquées dans l'exploitation des pays du Sud. Croire que la Suisse est devenue l'un des pays les plus riches du monde grâce à la seule force de son travail est absurde. Le colonialisme n'a pas cessé non plus. Nous avons juste remplacé les esclavagistes blancs par des pantins locaux qui nous conviennent. Et nous

les maintenons en place avec de l'argent et des armes.

ERICH GAMBA, BOAC, PHILIPPINES

C'est tout de même étonnant que pour une poignée de Suisses ayant profité du colonialisme et de l'esclavage, on attribue désormais une responsabilité collective au pays, et que des descendants qui n'ont rien à voir avec cette histoire doivent payer pour cela. Et les bénéficiaires, eux non plus, n'ont rien en commun avec les victimes de l'époque! Où est la morale dans tout cela?

MARKUS ZEHNDER, LOS ANGELES, ÉTATS-UNIS

L'histoire, c'est l'étude du passé. Ce qui s'est produit correspond à ce qui était normal hier, pas forcément aujourd'hui. Il est inacceptable de tenter de comparer les normes du passé à celles du présent. Oui, à nos yeux le passé est plein d'erreurs, mais il s'agissait de pratiques acceptables à l'époque. Devons-nous être blâmés pour les actes de nos aïeux? La réponse est non, et aucune cour de justice ne dirait le contraire. Tant que nous vivons notre vie d'une manière qui nous rend fiers, sans faire de mal à autrui ni violer les lois d'aujourd'hui, nous vivons comme il le faut. Qui sait comment le futur nous jugera?

NORMAN GERSHON, USA

Nous devrions nous concentrer sur le présent: comment l'Occident (dont la Suisse fait partie) profite-t-il de l'esclavage aujourd'hui? Le passé est le passé, nous devrions en tirer des enseignements et adapter nos actes en conséquence: le faisons-nous? Pouvons-nous nous offrir notre mode de vie occidental, ou vivons-nous sur le dos d'autrui? J'ose dire que l'esclavage existe encore, et qu'il est toujours aussi brutal, même s'il est moins visible que par le passé. Dans ce monde complexe, la soif de pouvoir et d'argent fait obstacle à l'épanouissement de l'humanité.

ERIK WAELCHLI, SOUTH BEND, ÉTATS-UNIS

Déboulonner des statues parce que le système de valeurs a changé? S'enrichir grâce à la traite des esclaves est certes condamnable du point de vue d'aujourd'hui. Mais peut-être que le salaire d'un CEO qui gagne 100 ou 1000 fois plus que le salaire minimum sera également condamnable dans quelques années? Bref, les héros d'aujourd'hui sont peut-être les profi-

teurs et criminels de demain. Ce changement de valeurs pourrait d'ailleurs tous nous toucher. C'est pourquoi je trouverais plus enrichissant de contextualiser les monuments. On pourrait ajouter une plaquette sous la statue de Monsieur de Pury, qui mentionnerait, outre sa générosité, la provenance de son argent.

ANDRE BURKI, PERTH, AUSTRALIE

La 5G divise la Suisse



L'être humain ne connaît pas la paix tant que tout n'est pas détruit. Et alors, c'est trop tard. Le changement climatique déferle sur nous et apporte des problèmes que la 5G ne pourra pas résoudre. Le vrai progrès n'est possible que si l'être humain se tourne vers l'intérieur de lui-même, et non vers l'extérieur. Mais qui veut entendre cela? C'est dans le silence que naissent les nouvelles idées, et non dans la surabon-

dance d'informations.

IRMA FURRER, BAYERN, ALLEMAGNE

Hélas, dans l'article sur la 5G de la «Revue Suisse», il manque un élément au débat: Huawei ou pas? Contrairement aux pays anglo-saxons, il me semble que la Suisse parle peu de cela. Pourtant, les préoccupations en matière de sécurité associées au choix d'un constructeur venant d'un pays totalitaire me paraissent en partie justifiées.

PATRIK SCHMUKI, ALLEMAGNE

De mon point de vue, deux arguments sont importants. Premièrement: qui profitera le plus de la 5G? Les multinationales, qui pourront récolter davantage d'informations sur les utilisateurs. Deuxièmement: voulons-nous confier nos données personnelles et tous nos intérêts à un État totalitaire qui viole les traités?

CORNELIA BAUMGARTNER, NOUVELLE-ZÉLANDE

La Brévine, Sibérie de la Suisse



Merci pour cette jolie ballade dans la Sibérie de la Suisse. Je suis né pas très loin de ce village, en 1956. En revenant à la maison, après avoir transporté le lait à la laiterie, je me suis perdu au milieu de la bise et de la neige. J'ai retrouvé mon

chemin grâce aux poteaux électriques, mais j'ai eu les oreilles gelées. Elles ne sont pas tombées, mais je ne pouvais plus les sentir! J'ai enduré ce froid pendant bien des années.

BERNARD COLOMB, PLAN TAWAN, THAÏLANDE

Une promesse d'engagement pleine d'interrogations

Les Suisses sont favorables au partenariat avec l'Union européenne. Mais la manière dont cette relation bilatérale doit se développer est moins claire. Des réserves concernant un nouvel accord-cadre brisent l'harmonie.

THEODORA PETER

La votation populaire la plus importante de ces dernières années en matière de politique européenne a débouché, le 27 septembre, sur un verdict clair: 61,7 % des votants ont rejeté l'initiative de limitation par laquelle l'UDC voulait mettre fin à la libre circulation des personnes avec l'Union européenne (UE). Ce «non» était aussi un «oui» en faveur de la poursuite des relations avec l'UE: la majorité des Suisses n'a pas voulu mettre en péril la voie bilatérale avec le principal partenaire commercial du pays. Car une résiliation de la



Tant les opposants que les partisans de l'initiative de limitation ont choisi des visuels de choc. Le résultat du scrutin s'est finalement avéré être aussi un choc pour le nouveau président de l'UDC, Marco Chiesa.

Photo Keystone



libre circulation des personnes avec l'UE aurait, en raison d'une «clause guillotine», signifié la fin des autres accords bilatéraux. Cette décision sans appel du peuple est un revers douloureux pour le plus grand parti politique suisse, d'autant plus

qu'elle concerne son thème de prédilection.

Pour son nouveau président, le conseiller national tessinois Marco Chiesa, le fait que son canton soit le seul à avoir voté pour l'initiative a été une maigre consolation. Il y a six ans encore, la majorité des cantons et du peuple acceptait l'initiative de l'UDC «contre l'immigration de masse», qui exigeait la fixation de contingents en la matière. Le Parlement a toutefois eu bien du mal à l'appliquer à la lettre sans violer l'accord sur la libre circulation des personnes. Contre la volonté de l'UDC, seul un dispositif de «préférence nationale» concernant les postes vacants a finalement été introduit. Depuis, les secteurs connaissant un taux de chômage supérieur à la moyenne doivent privilégier l'embauche des Suisses par rapport aux étrangers.

Le point crucial de la souveraineté

Malgré son échec lors de la dernière votation populaire, l'UDC s'arme déjà pour la prochaine bataille contre l'UE et ses «juges étrangers». Sa cible est l'accord-cadre institutionnel sur la base duquel la Suisse et l'UE entendent refonder leurs relations bilatérales. Un projet est déjà sur la table depuis 2018 (cf. «Revue» 2/2019). Du reste, l'UDC n'est pas la seule à s'opposer à ce nouvel accord-cadre: la plupart des autres partis – de droite comme de gauche – se montrent sceptiques face aux résultats des négociations ou s'y opposent frontalement.



Le point crucial est le conflit d'intérêts entre la souveraineté de la Suisse et le rôle de la Cour de justice de l'UE. Certes, le projet d'accord prévoit qu'en cas de litige entre Berne et Bruxelles, ce sera un tribunal arbitral indépendant qui tranchera. Mais si des questions touchant au droit européen sont en jeu, ce qui pourrait souvent être le cas, le tribunal arbi-



tral serait soumis aux décisions de la Cour de justice.

Le président du PDC, Gerhard Pfister, critique ainsi le rôle «toxique» joué par la Cour de justice de l'UE dans l'accord-cadre. Dans une interview à la presse, il déclare qu'il n'est pas normal qu'une «Cour européenne unilatérale décide de la relation entre l'UE et un

Le dessin de Max Spring pour la «Revue Suisse».

État non-membre». Le politicien centriste craint en particulier que la Cour de justice de l'UE puisse un jour forcer la Suisse à adopter la directive européenne sur la citoyenneté, qui faciliterait l'accès à l'aide sociale en Suisse pour les citoyens de l'UE. Cette directive n'est toutefois pas explicitement mentionnée dans l'accord-cadre.

Les partenaires sociaux, quant à eux, rejettent l'accord par souci de protection des salaires. Pour eux, la Suisse doit pouvoir se protéger elle-même contre le dumping salarial, comme c'est le cas aujourd'hui avec les mesures d'accompagnement. Les syndicats eux aussi voient d'un œil critique le rôle de la Cour de justice de l'UE. D'après eux, les jugements de ces dernières années ont affaibli le droit collectif du travail, notamment concernant les conventions collectives et le droit de grève.

Le Conseil fédéral veut renégocier

Seuls les Vert'libéraux, le PBD, et le PLR (parti du conseiller fédéral et ministre des affaires étrangères Ignazio Cassis), soutiennent l'accord-cadre. Mais même chez les Libéraux-Radicaux, le front des partisans s'effrite. L'ancien conseiller fédéral PLR Johann Schneider-Ammann a ainsi fait part à la «Neue Zürcher Zeitung» de sa crainte d'une perte de souveraineté: l'équilibre trouvé dans les accords bilatéraux entre la souveraineté étatique et l'accès au marché intérieur européen est, d'après l'ancien ministre de l'économie, «rompu au détriment de la Suisse» dans ce projet. Pour lui, cette «soumission de fait» du tribunal arbitral à la Cour de justice de l'UE va trop loin.

Le Conseil fédéral avait déjà annoncé vouloir reprendre les négociations avec l'UE sur les «questions ouvertes», notamment la directive sur la citoyenneté et la protection des salaires. À la mi-octobre, il a finalement nommé une nouvelle négociatrice en cheffe. La secrétaire d'État Livia Leu, ancienne ambassadrice à Paris, est déjà la cinquième diplomate de haut

Nouvelle mesure sociale pour les chômeurs âgés

Les chômeurs âgés qui ne retrouvent pas d'emploi bénéficieront à l'avenir d'une prestation transitoire jusqu'à l'âge de la retraite. Cette nouvelle prestation sociale concernera les personnes de plus de 60 ans qui sont arrivées en fin de droit dans l'assurance-chômage après avoir cherché à se réinsérer sans succès sur le marché du travail. Cette rente-pont couvrira ainsi le temps qui reste jusqu'à ce que ces personnes touchent une rente AVS ordinaire. La nouvelle mesure sociale aidera 3400 seniors à ne pas tomber dans la pauvreté. Elle coûtera près de 150 millions de francs par an à l'État.



Avec l'idée de créer cette prestation transitoire, le Conseil fédéral a donné l'an dernier déjà un signal de politique intérieure en faveur de la libre circulation des personnes. Craignant d'être évincées du marché du travail par des immigrés, bon nombre de personnes de plus de 50 ans avaient en effet voté pour l'initiative contre l'immigration de masse de l'UDC en 2014. Par cette nouvelle mesure sociale, le gouvernement a voulu répondre à leur crainte. Il avait tout d'abord proposé une réglementation plus généreuse, qui aurait profité à près de 4600 personnes. Mais le Parlement a réduit le cercle des bénéficiaires et plafonné le montant de la rente-pont. L'UDC a pris position contre la nouvelle prestation transitoire, arguant qu'elle pourrait inciter les entreprises à licencier leurs collaborateurs âgés. Toutefois, le parti n'a pas réussi à récolter un nombre suffisant de signatures pour un référendum. (TP)



Les conséquences de l'accord-cadre sur les salaires et la sécurité de l'emploi restent un sujet sensible. Photo Keystone

vol à se charger du complexe dossier européen. Par cette nomination, le Conseil fédéral espère insuffler une nouvelle dynamique à des relations quelque peu embourbées. Quelle sera la marge de manœuvre de Livia Leu dans les négociations avec Bruxelles? La question restait entière à la clôture de la rédaction.

Impatience croissante à Bruxelles

Du côté de l'Europe, les hésitations de la Suisse sont de plus en plus mal comprises. Après le rejet par le peuple de l'initiative de limitation, l'UE partait du principe que la voie était enfin libre pour une signature de l'accord-cadre qu'elle considérait comme bouclé. Le dimanche du scrutin, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, soulignait une fois encore que Bruxelles était prêt à des «clarifications», mais attendait aussi que le Conseil fédéral aille à présent «rapide-ment» de l'avant en vue de la ratification de l'accord. Il est cependant possible qu'en coulisse, des concessions soient encore faites pour aider le Conseil fédéral à rendre l'accord sus-

ceptible d'être accepté par une majorité sur le plan intérieur. Car après le Parlement, ce sera finalement le peuple qui aura le dernier mot sur cet accord.

Les accords bilatéraux existants restent valables jusqu'à ce qu'un nouvel accord-cadre soit signé. Mais l'UE pourrait refuser de les renouveler, ce qui serait préjudiciable, par exemple, pour la branche de la technique médicale suisse, qui risque de perdre son accès libre au marché intérieur européen. La participation de la Suisse au programme de recherche européen «Horizon Europe» pourrait elle aussi en souffrir. De son côté, la Suisse a aussi un atout dans son jeu: fin 2019, le Parlement a bloqué le versement du nouveau milliard de cohésion destiné à l'aide au développement des États européens structurellement faibles. Autrement dit, jusqu'à ce qu'un nouvel accord de partenariat soit scellé entre Berne et Bruxelles, plusieurs crises relationnelles doivent encore être surmontées.

Cet article reflète l'état de la situation à la clôture de la rédaction, à la mi-octobre.

La «Cinquième Suisse» défend la mobilité internationale

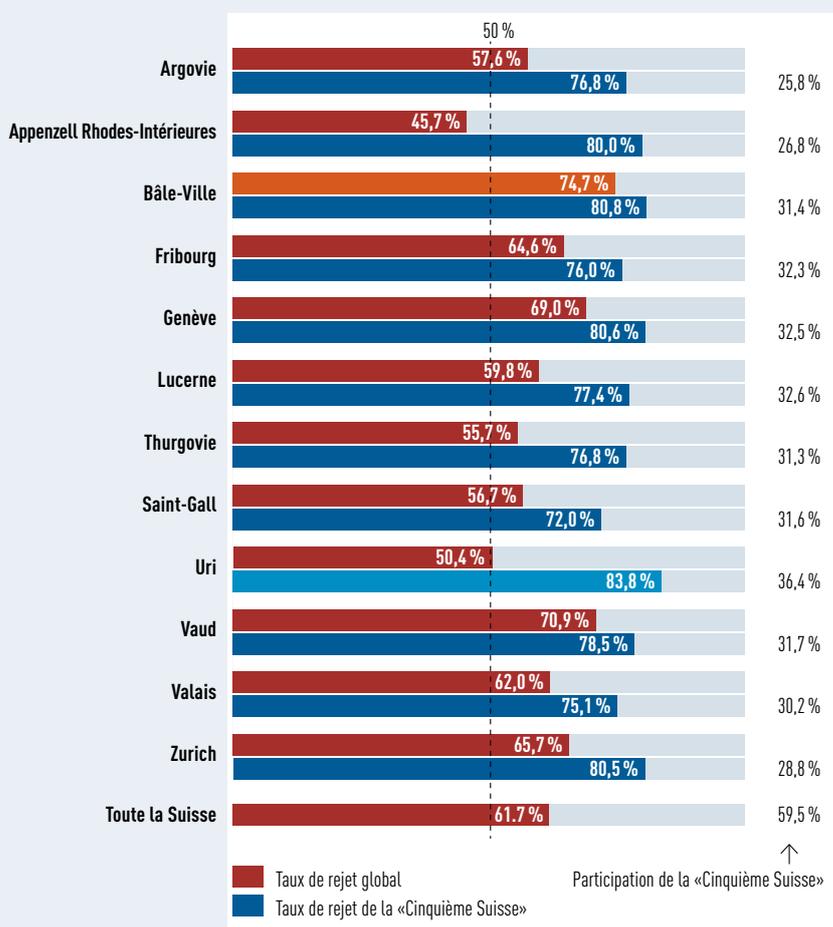
Près de 80 % des Suisses de l'étranger ont dit non à l'initiative de limitation. La résiliation de la libre circulation des personnes exigée par l'UDC aurait touché de plein fouet les 460 000 Suisses vivant au sein de l'Union européenne.

Le taux de rejet de la «Cinquième Suisse» (78 %) a dépassé de près 16 % en moyenne le résultat du pays entier (61,7 %). C'est ce que montre l'analyse de douze cantons qui décomptent séparément les voix des Suisses de l'étranger (voir graphique). Les chiffres des autres cantons ne sont pas connus, mais ces douze cantons-là forment un tableau tout à fait représentatif, car ils comptabilisent, dans l'ensemble, plus de 70 % des Suisses de l'étranger inscrits dans un registre de vote, soit 133 000 sur 181 000 au total.

Dans les cantons ruraux, le taux de rejet des Suisses de l'étranger vis-à-vis de l'initiative de limitation a même dépassé de plus de 30 % la moyenne suisse. Cela a été le cas,

par exemple, à Uri et en Appenzell Rhodes-Intérieures. Ce dernier est l'un des quatre cantons, avec Schwyz, Glaris et le Tessin, à avoir soutenu l'initiative.

Cette prise de position on ne peut plus claire de la «Cinquième Suisse» ne surprend pas Remo Gysin, président de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE): «Elle souligne l'importance de la liberté d'établissement et de la mobilité internationale.» Car c'est grâce à la libre circulation des personnes, et uniquement grâce à elle, que les Suisses peuvent travailler dans n'importe quel pays de l'UE et s'y établir. Remo Gysin relève que cette mobilité transfrontalière devrait d'ailleurs intéresser tous les Suisses, «qu'ils vivent en ce moment en Suisse ou à l'étranger». Outre la sécurité sociale et économique, l'égalité de traitement avec les citoyens de l'UE est d'une importance capitale, sur le plan professionnel comme sur celui des impôts et des prestations sociales. Le droit de rester dans un pays européen après la fin d'une activité professionnelle en fait également partie.



Seuls les cantons indiqués ci-dessus comptabilisent séparément les votes des Suisses de l'étranger. Les chiffres mis en évidence constituent des valeurs records.

Un grand nombre de Suisses de l'étranger empêchés de voter

Alors qu'en Suisse, le taux de participation à la votation a atteint pas moins de 60 % le 27 septembre, le taux de participation des Suisses de l'étranger ne s'est élevé qu'à environ 30 %. Après le dimanche du scrutin, l'OSE a reçu un grand nombre de plaintes de citoyens suisses frustrés d'avoir reçu trop tard leurs documents de vote. Outre-mer surtout, de nombreux Suisses de l'étranger inscrits ont ainsi été privés de l'exercice de leurs droits politiques. L'OSE est par conséquent intervenue auprès des 26 cantons pour les exhorter à exploiter l'entier des délais légaux tolérés et à envoyer aux Suisses de l'étranger leurs documents de vote cinq semaines avant les votations. D'après les données de l'OSE, seuls deux cantons l'ont fait pour la votation du 27 septembre.

Sur les 770 900 citoyens suisses domiciliés à l'étranger, près de 460 000 vivent dans un pays de l'UE. Un quart des Suisses de l'étranger (199 800) vivent en France, le deuxième pays sur la liste est l'Allemagne (92 200), suivie des États-Unis (81 100).

Hausse des cas à l'approche de l'hiver

Après le confinement du printemps, la Suisse a fortement assoupli son plan de lutte contre le coronavirus. Malgré l'instauration de mesures de protection, le nombre de contaminations a reflambé à l'automne. La deuxième vague de la pandémie a déferlé sur le pays.

SUSANNE WENGER

Début d'octobre, quand le nombre de cas d'infection au coronavirus a soudainement reflambé dans toute la Suisse, l'épidémiologiste bâlois Marcel Tanner a mis le doigt là où ça fait mal: le pays est moins restrictif que ses voisins dans la lutte contre la pandémie. «Chaque individu doit donc être d'autant plus conscient qu'il est coresponsable de l'évolution de la situation», notait le scientifique. Sans discipline au niveau des règles de distanciation et d'hygiène, la voie libérale suisse ne fonctionne pas. On l'avait pourtant cru pendant un certain temps. Constatant que les réouvertures prudentes d'après le confinement ne menaient pas à une nouvelle hausse des cas, le Conseil fédéral avait rapidement décidé d'autres assouplissements. Un soulagement collectif était palpable.

«Nous sommes en train de montrer que c'est possible», se félicitait le chef du Département de l'intérieur Alain Berset en mai. La présidente de la Confédération, Simonetta Sommaruga, parlait quant à elle de «nouvelle normalité». Le virus n'avait pas disparu, mais les mesures d'accompagnement permettaient aux citoyens de retrouver certaines libertés, et aux branches malmenées de reprendre leurs activités. On pouvait retourner au restaurant, dans les clubs, les magasins, à l'école et au bureau. Recommencer à se déplacer et à manifester. Moyennant un plan de protection, parfois un relevé des coordonnées. Voilà à quoi ressemblait la «nouvelle normalité». Le Parlement s'est réuni une nouvelle fois

et, à la mi-juin, la Confédération rendait les rênes du pouvoir aux cantons, mettant fin à la situation extraordinaire qui lui conférait des compétences spéciales en vertu de la loi sur les épidémies.

Été détendu

On pensait qu'il valait mieux réagir ponctuellement aux contaminations locales qu'imposer des mesures à l'échelle nationale. La Suisse poursuivait une stratégie d'enraiment et de test. Pour briser rapidement les chaînes d'infection, les cantons ont mis sur pied un traçage des contacts. Quiconque avait fréquenté un individu contaminé était averti et, si nécessaire, placé en quarantaine par le médecin cantonal. Des milliers de personnes ont dû s'y soumettre: oiseaux de nuit, amateurs de sport, fidèles des églises et même un conseiller fédéral. Lorsqu'en juin, les contaminations ont réaugmenté, le gouvernement fédéral est brièvement intervenu une fois encore pour décréter le masque obligatoire dans tous les transports publics dès juillet et imposer une quarantaine aux voyageurs revenant d'une région à risque.

Bon nombre de Suisses ont toutefois passé leurs vacances au pays. L'atmosphère était plus détendue qu'au printemps, même sans les grands festivals open air et sans les célébrations du 1^{er} août. Les manifestations contre les restrictions restantes n'ont pas attiré les foules. On ne s'est guère alarmé quand les taux d'infection ont recom-

mencé à augmenter entre juillet et septembre. Les chiffres restaient plus bas qu'en mars et en avril, on dénombrait moins d'hospitalisations et de décès. Mais des avertissements ont commencé à se faire entendre du côté des scientifiques. Clairvoyante, la virologue genevoise Isabella Eckerle incitait la Suisse à réagir pour éviter une aggravation de la situation. Certains cantons ont renforcé les mesures, mais la Confédération est restée sur sa ligne d'assouplissement, en réautorisant comme prévu les grandes manifestations.

Automne inquiet

Dès octobre, les matchs de football et de hockey sur glace ont à nouveau pu se jouer devant plus de 1000 spectateurs, tout comme les concerts, moyennant des plans de protection stricts et une autorisation cantonale. Fin février, la Suisse avait été le premier pays d'Europe à interdire les grands rassemblements. À présent, elle était aussi pionnière en matière d'assouplissement. «Nous devons apprendre à vivre avec le virus», déclarait le ministre de la santé Alain Berset. Les associations sportives et culturelles saluaient ce pas, tandis que la plupart des cantons aurait voulu attendre jusqu'à la fin de l'année: un véritable exercice d'équilibrisme.

Dès les premiers jours d'octobre, les nouvelles contaminations sont montées en flèche. Si, début juin, on détectait moins de 20 nouveaux cas positifs par jour, il y en avait plus de

7000 à la fin du mois d'octobre: un nouveau pic depuis le début de la pandémie. Les taux de positivité des tests ont dépassé le seuil de l'OMS attestant qu'un pays a la pandémie sous contrôle. On redevenait inquiet, d'autant plus que le nombre d'hospitalisations et de décès repartait à la hausse. La task force Covid-19 déclarait que désor-

bonne élève au début de la pandémie? Alain Berset devait se rendre à l'évidence: «La situation se dégrade plus vite qu'ailleurs». Dans le grand public, on a commencé à chercher les coupables. Au Parlement et à l'extérieur, des voix se sont élevées pour dénoncer l'inadaptation du système fédéral décentralisé de la Suisse en temps de

tains semblaient n'avoir entendu que le second mot. Les déclarations parfois contradictoires des scientifiques – reflet de la liberté d'opinion et de recherche – n'ont pas non plus contribué à la clarté au sein de la société. Confédération et cantons ont donc appelé les citoyens à respecter rigoureusement les règles de protection pour éviter un



mais, réduire le nombre de cas était la «priorité absolue» et que si le traçage des contacts n'était plus possible, la situation risquait d'échapper à tout contrôle.

Données manquantes

Bien sûr, on savait que le nombre de cas pourrait réaugmenter avec l'arrivée du froid et la réintégration des espaces clos. Mais comment une hausse aussi précoce et vigoureuse avait-elle pu se produire en Suisse, pourtant

pandémie et demander au gouvernement de sortir de sa réserve et de reprendre la main. Les cantons ont en effet géré par exemple le port du masque dans les lieux clos de manière très diverse. La transmission à l'État des données du traçage des contacts a elle aussi laissé à désirer. Résultat: les scientifiques manquaient de données pour savoir où les contaminations se produisaient.

À cela s'est ajoutée l'insouciance d'une partie des citoyens. Dans l'expression «nouvelle normalité», cer-

deuxième confinement. «Il est minuit moins cinq», a lancé Simonetta Sommaruga. La Suisse est retombée dans l'incertitude bien avant les premières chutes de neige. Les fêtes de Noël devront-elles se tenir en forêt, comme l'a proposé à titre préventif, l'épidémiologiste Marcel Tanner?

Depuis le mois de septembre, la Chambre basse siège à nouveau au Palais fédéral. La vénérable salle du Conseil national a été dotée de 200 cabines en plexiglas. Photo Keystone

Ce texte reflète l'évolution de la situation jusqu'à la clôture de la rédaction, à la mi-octobre. Analyse de la situation par la task force Covid-19 en trois langues: www.ncs-tf.ch/fr/



Le «roi des montagnes» doit son retour dans les Alpes aux braconniers

Par son allure imposante, le bouquetin fascine. Pourtant, celui qu'on surnomme parfois le «roi des montagnes» avait pratiquement disparu. Mais des braconniers firent passer des cabris en douce dans les Alpes suisses avant que le bouquetin soit officiellement réintroduit il y a 100 ans. Réintroduire des espèces menacées est une activité qui ne se fait pas sans heurts.

◀ Caravane impressionnante au Val dal Spöl (GR): à la suite de leur réintroduction officielle en 1920, des porteurs amènent des bouquetins au Parc national suisse dans de lourdes caisses.

Photo PNS / archive de 1923



MIREILLE GUGGENBÜHLER

Le sommet du Stockhorn, dans l'Oberland bernois, culmine à 2190 mètres d'altitude. Il s'agit de la plus haute montagne de la chaîne des Préalpes et elle attire les amateurs de randonnée, de varappe, de parapente et de raquettes à neige en hiver. Le rêve d'Alfred Schwarz, ancien directeur des remontées mécaniques du Stockhorn, est qu'on puisse à nouveau bientôt observer des bouquetins dans cette région: l'association des amis du Stockhorn et l'Inspection de la chasse du canton de Berne prévoient en effet d'y réintroduire le majestueux animal à longues cornes. Alfred Schwarz: «Nous voulons ramener le bouquetin là où il vivait autrefois.»

En effet, il y a 200 ans, des bouquetins peuplaient le Stockhorn. Depuis le Moyen Âge, cet élégant et solide grimpeur symbolisait la bonne santé. C'est pourquoi il était admiré... et convoité: on prêtait à presque chaque partie de son corps une vertu curative. Par conséquent, il servait à fabriquer toutes sortes de potions. Et l'on aimait aussi déguster sa chair. Chasser le bouquetin rapportait beaucoup d'argent.

La chasse intensive et le défrichage important des forêts, tout comme l'extension des pâturages toujours plus en altitude pour les animaux de rente, ont compliqué la vie du «roi des montagnes». Tant et si bien qu'il a disparu des Alpes suisses. L'histoire de l'extinction des espèces se répète: en 1804, le dernier bouquetin suisse a été abattu en Valais. Mais des individus ont survécu de l'autre côté de la frontière, en Italie du Nord. Et ces animaux étaient désormais sous la protection de l'ancien roi italien Victor-Emma-

nuel II, qui mit en œuvre leur protection de manière rigoureuse à l'aide d'un corps de gardes-chasse.

En Suisse, ce sont surtout les citoyens qui ont changé le sort du bouquetin. Les instances politiques avaient, certes, préparé le terrain pour sa réintroduction avec la loi sur la chasse de 1875, mais cet acte législatif n'avait guère été suivi d'efforts concrets en vue de son application. Ce sont finalement des particuliers qui ont pris les choses en main, d'abord dans le canton de Saint-Gall puis, un peu plus tard, dans celui des Grisons.

Paradoxalement, les braconniers eux-mêmes ont joué un rôle important dans cette affaire. Eux qui avaient jadis décimé les bouquetins en dépit de l'interdiction ont finalement fait passer le premier cabri d'Italie en Suisse par contrebande sur commande d'un hôtelier. «Un animal se monnayait jusqu'à 1000 francs, ce qui correspond aujourd'hui au prix d'une voiture de classe moyenne», indique Hans Lozza, porte-parole du Parc national suisse, dans le canton des Grisons.

Le bouquetin en montagne et sur des armoiries

Mais quel a été le moteur de la réintroduction de cette espèce éteinte? «Des raisons émotionnelles avant

Une étagne avec son cabri au Parc national suisse: pour échapper à la chaleur, le bouquetin monte toujours plus en altitude. Photo Hans Lozza

tout», affirme Hans Lozza. «On a sans doute voulu réparer le fait de l'avoir exterminée.» Le tourisme aurait également joué un rôle, «surtout dans le canton des Grisons, dont les armoiries arborent un bouquetin». Les réflexions liées à la protection de la nature ont sans doute moins pesé dans la balance: «Les connaissances écologiques étaient encore limitées à l'époque», remarque Hans Lozza.

Aujourd'hui, près de 300 bouquetins vivent dans le Parc national suisse. Et leur nombre a augmenté partout depuis leur réintroduction officielle en 1920, et pas seulement dans cet espace protégé: l'an dernier, on en a dénombré près de 18 500 dans toute la Suisse. Ces bouquetins vivent au sein de colonies, dans les cantons de montagne.

Débats autour de leur propagation

Le bouquetin fait partie de toute une série d'animaux qui ont été exterminés en Suisse avant d'y faire leur retour, seuls ou à l'aide d'initiatives humaines, au cours de ces dernières décennies. Les plus connus, et ceux qui créent le plus de controverses, sont le loup et l'ours, aux apparitions sporadiques pour ce dernier. Tous deux sont revenus «par leurs propres moyens». Le castor et le lynx, en revanche, tout comme le bouquetin, ont



été réintroduits activement. Tandis que le bouquetin est revenu en Suisse, au départ, par l'intermédiaire illégal des braconniers, le retour du castor et du lynx a été accompagné par des spécialistes et soutenu sur le plan politique. Les règles relatives à la réintroduction et à la propagation d'espèces animales autrefois éteintes sont aujourd'hui ancrées dans la loi.

Malgré le corpus de dispositions légales, presque toute réintroduction s'accompagne en Suisse de débats de fond. La question est toujours la même: combien d'individus le pays supporte-t-il sans que cela crée des problèmes importants, notamment en termes d'abrutissement et d'attaques contre des animaux de rente? La loi définit bien quels animaux peuvent être abattus, et quand. Mais régulièrement, les passions s'enflamment au sein de la population: chez les uns quand il y a des dégâts, chez les autres quand on décide d'abattre des animaux. La révision de la loi sur la chasse, rejetée le 27 septembre 2020 par le peuple suisse, est le dernier exemple en date de ces débats récurrents et émotionnels. Avant cette dernière votation, les discussions ont essentiellement tourné autour de l'in-

terrogation suivante: le loup mérite-t-il d'être protégé?

En ce qui concerne le projet de réintroduction du bouquetin au Stockhorn, on mène déjà des discussions approfondies avec les propriétaires d'alpages et les paysans. «Ils nous ont dit craindre que le bouquetin dispute le fourrage de leurs animaux d'élevage et leur transmette peut-être même des maladies», révèle Alfred Schwarz.

Les défis sont de taille

Pour l'heure, le projet de réintroduction au Stockhorn est entre les mains de l'inspecteur fédéral de la chasse, Reinhard Schnidrig, principal responsable de la faune sauvage en Suisse. Pour lui, la réintroduction du bouquetin en Suisse est «une réussite». Mais les défis des 100 prochaines années seront de taille. «Avant, le problème était la non-réglementation de la chasse; aujourd'hui, c'est l'exploitation intensive des montagnes», relève l'intéressé. L'essor des activités en plein air fait que le bouquetin et d'autres animaux sauvages sont harcelés de toutes parts par les amateurs de sports de montagne. On peut saluer cet intérêt pour la nature, mais il ne doit pas s'expri-

mer aux dépens de la faune sauvage: «C'est la raison pour laquelle, pour chaque réintroduction, il faut également réfléchir à la gestion de la situation.»

Le changement climatique met lui aussi ces animaux à rude épreuve: le bouquetin souffre de la chaleur et se déplace toujours plus en altitude. Dans le Parc national, les étagnes vivent aujourd'hui avec leurs cabris 120 mètres plus haut qu'il y a 25 ans. Elles se rapprochent ainsi toujours plus des zones où les mâles séjournent en été. Hans Lozza explique: «À long terme, cela pourrait entraîner une concurrence accrue pour la nourriture au sein même de l'espèce.»

Il n'y a pas que les facteurs extérieurs qui compliquent la vie des bouquetins. Le manque de diversité génétique pose aussi problème. La base des gènes des effectifs de bouquetins se fonde essentiellement sur les quelques animaux autrefois amenés en contrebande d'Italie, et elle demeure encore aujourd'hui très restreinte. Le fait que certaines colonies connaissent désormais une croissance assez faible est certainement dû à ce manque de diversité génétique. À cela s'ajoutent des problèmes liés à la consanguinité tels qu'une moindre résistance face aux maladies. Reinhard Schnidrig pense par conséquent qu'il serait bon de former les nouvelles colonies avec des animaux suisses et étrangers.

Des bouquetins venus d'ailleurs useront-ils aussi un jour leurs sabots sur le Stockhorn? L'avenir le dira. Dans l'immédiat, les responsables du projet espèrent recevoir un feu vert de l'autorité fédérale: leur but est de réintroduire les premiers bouquetins au printemps 2021 déjà.

Un bouquetin important dans les montagnes valaisannes. De telles images ne sont pas pour déplaire aux acteurs du tourisme, qui veulent à présent réintroduire le bouquetin également au Stockhorn.

Photo Willi Zengaffinen

Renoncer à la voiture privée devient un geste ordinaire

Dans les grandes villes suisses, la voiture privée est concurrencée par des modes de transports alternatifs. Championne dans ce domaine, Berne autorise des immeubles sans parkings. Genève n'en est pas encore là, mais les mentalités évoluent.

STÉPHANE HERZOG

Chaque année, une partie des Suisses renoncent à leur voiture privée. À Berne, ville phare des transports publics, certains quartiers comptent une majorité de foyers sans auto. C'est le cas, par exemple, dans le district de Mattenhof-Weissenbühl où cette proportion s'élève à près de 70 %. En 2015, la moyenne bernoise s'établissait à 56,8 %, «mais ce chiffre dépasse probablement maintenant les 57 %», se réjouit la conseillère communale Ursula Wyss, responsable des travaux publics, des transports et des espaces verts de la ville de Berne.

Ce changement a aussi eu lieu à Bâle (52,1 %) et Zurich (52,8 %). Genève, qui se débat dans d'importants problèmes de congestion, se trouve en queue de peloton des grandes villes (41 %). En fait, la ville historique du Salon de l'auto «suit la même tendance, mais avec 20 ans de retard», commente Vincent Kaufmann, professeur de sociologie urbaine à l'EPFL. En effet, la ville de Genève a enregistré une croissance de ce chiffre de plus de dix points en dix ans. Lausanne, qui comme Genève a opéré dès les années soixante un virage vers le tout automobile, suit la même courbe.

Icône absolue des Trente Glorieuses, la voiture est en recul dans toute l'Europe. «Il y a 15 ans, les jeunes associaient l'automobile à la liberté. Conduire, c'était s'émaniciper. Aujourd'hui, ils s'échappent par le biais d'Internet et des réseaux sociaux qui, pour eux, constituent un monde tangible», résume Vincent Kaufmann, qui dirige le Forum vies mobiles, une fondation soutenue par les chemins de fers français (SNCF). L'équilibre est en train de pencher en faveur d'une mobilité différente, juge Sébastien Munafò, qui dirige le bureau d'études genevois sur la mobilité 6t.

D'un côté, les coûts liés à la voiture ainsi que son prix ont augmenté. De l'autre, les alternatives à l'auto ont évolué. Le citoyen a désormais accès au Car Sharing (voir page 17), à des Voitures de transport avec chauffeur (VTC). Il fait de plus en plus le choix des transports publics, du vélo électrique, mais aussi du deux-roues motorisé dont Genève est la capitale. «Cela fait que de plus en plus de citoyens, mais aussi de pendulaires, préfèrent cette mobilité pratique et économique à une auto privée dont le coût est lourd», commente Sébastien Munafò.

Protestation à la genevoise: des citoyens ont répandu du sable dans une rue de quartier pour y faire rouler leurs boules de pétanque à la place des voitures. Genève est la ville suisse qui possède la plus forte densité d'automobiles.

Photo Keystone



La conseillère municipale Ursula Wyss inaugure une station de vélos en libre-service. À Berne, plus de la moitié des ménages ne possèdent plus de voiture.

Photo Keystone



Cette tendance s'observe moins dans les villes de moins de 100 000 habitants, ce qui «crée un clivage entre les cités et la campagne, où posséder plusieurs voitures par ménage est courant», relève Vincent Kaufmann.

Les Bernois ont confiance dans leurs transports publics

Pour les collectivités qui désirent désengorger l'espace public, les incitations doivent donc être à la hauteur. Et c'est ce qui se passe à Berne. «En ville, les étudiants et les personnes âgées n'ont pas de voiture. Pour les autres, et les familles notamment, le choix de renoncer à la voiture tient à la confiance. À Berne, on sait qu'on pourra trouver une voiture Mobility à côté de chez soi», résume Ursula Wyss. En outre, les Bernois disposent de transports publics de haute qualité. «C'est la seule ville de Suisse où les habitants placent les TP au sommet des choses qu'ils aiment le plus chez eux», se réjouit la magistrate socialiste, citant un sondage récent.

Une fois cette position acquise, les autorités peuvent actionner l'un des facteurs-clefs de la mobilité douce: la limitation du nombre de parkings. Ainsi la ville de Berne compte-t-elle supprimer ces prochaines années la moitié de ses 12 000 places de parking public. Ursula Wyss indique que les places à supprimer se situent notamment sur des trottoirs et gênent les personnes avec handicap. Jugées dangereuses, les places situées le long des rails de tramways seront aussi éliminées. Ces aménagements soulèvent l'oppo-

Voitures sur la route, voitures au-dessus de la route: l'automobile reste prédominante à Genève par rapport au reste de la Suisse.

Photo Keystone



sition de l'UDC, «mais jusqu'à ce jour, nous avons obtenu gain de cause auprès des tribunaux», assure la conseillère communale bernoise.

Autre cheval de Troie des automobiles: le nombre de parkings privés en surface ou sous terre. Berne autorise la construction de locatifs sans parkings. À Genève, il existe «une tension politique très forte dès qu'un projet diminue la place de la voiture en ville ou cherche à l'augmenter», explique Karen Troll, porte-parole du Département des Infrastructures. «C'est un conflit d'intérêts, estime Damien Bonfanti, maire vert de la commune de Lancy (GE). Les automobilistes veulent conserver leurs acquis alors qu'une autre partie de la population ressent de la frustration». L'élu soutient la construction d'immeubles sans places de parking, dès lors que leur nombre est suffisant dans les alentours et que les logements sont bien desservis par les transports publics. Damien Bonfanti relève aussi les coûts engendrés par les parkings souterrains. Ces constructions valent environ 50 000 francs par unité et nécessitent des excavations importantes.

Autre défaut de cet urbanisme souterrain, il empêche la plantation d'arbres en pleine terre. Pourtant, des plans localisés de quartier continuent d'exiger un taux de motorisation élevé. C'est le cas par exemple aux Allières, quartier voisin de la nouvelle gare des Eaux-Vives: 400 logements accueilleront 409 parkings. «Il faut anticiper les changements urbains. D'ailleurs, les promoteurs eux-mêmes demandent de pouvoir bâtir moins de places en sous-sol, car elles restent vides», relève Caroline Marti, vice-présidente de la section genevoise de l'Association transport et environnement. Elle a cosigné une motion qui demande notamment la réalisation d'un quartier pilote sans voitures. Signe des temps, cette proposition a même recueilli le soutien d'élus PLR.

Un grand tournant à Genève

Face à ces demandes pour une ville moins motorisée, le Touring club suisse genevois (TCS) fait feu de tout bois. Il a combattu par référendum une modification réglementaire permettant d'assouplir un système qui force l'État à compenser toute place de parking supprimée. Le 27 septembre dernier, les Genevois ont soutenu cette mutation. Elle autorisera la suppression de 4000 places de parking au profit notamment de pistes cyclables. Pour autant, la Suisse ne se transforme pas en pays sans voitures et l'abandon d'un véhicule privé ne signifie pas qu'on ne circule plus en auto. En Suisse, le trafic automobile représente toujours 50 % des déplacements et 65 % des distances, avec des véhicules de plus en plus lourds et volumineux...

Le succès de l'autopartage

Dans les villes suisses, de plus en plus de ménages renoncent à posséder leur propre voiture. La société coopérative d'autopartage Mobility n'y est pas pour rien. À présent, elle mise sur l'électricité.

JÜRIG STEINER

Dans les villes suisses, les clients de la société coopérative d'autopartage Mobility ne se trouvent toujours qu'à quelques clics d'une voiture. L'application Mobility leur indique le véhicule libre le plus proche, qu'ils peuvent réserver en quelques secondes, ouvrir avec leur badge de membre, emprunter puis ramener au lieu de départ à l'échéance de la réservation. La facturation s'établit en fonction des kilomètres parcourus et de la durée d'utilisation.

Ce modèle commercial a fait de Mobility le n° 1 du marché du car-sharing en Suisse. Le nombre de ses clients et la taille de sa flotte augmentent depuis des années. «Nous ne voyons pas de limites à la croissance de Mobility», relève Patrick Eigenmann, porte-parole de la coopérative. Si l'idée de l'autopartage paraît évidente à l'ère des smartphones, il a pourtant fallu plusieurs dizaines d'années pour qu'elle s'impose.

La graine a été plantée au XX^e siècle, quand nul ne parlait encore d'Internet ni de smartphones. Mais il était déjà question d'écologie: en 1987, le Nidwaldien Conrad Wagner, qui s'engagera plus tard en politique avec les Verts et deviendra conseiller en mobilité, fonde avec des amis l'«Auto Teilet Genossenschaft» (ATG) à Stans. La flotte se résume alors à une Opel Kadett rouge (avec catalyseur) et une moto

Une image aujourd'hui familière dans les villes suisses: les voitures rouges de la société coopérative d'autopartage Mobility.

Photo DR



125 cm³ de la marque Honda. Ces jeunes pionniers de l'autopartage ne sont pas pris au sérieux et ont bien du mal à trouver un assureur prêt à établir une police au nom de plusieurs propriétaires pour la même voiture, comme l'a récemment rappelé Conrad Wagner dans une interview pour la radio.

Mais la coopérative ATG tient bon. En 1997, elle fusionne avec sa concurrente zurichoise ShareCom et devient Mobility. Forte de 760 véhicules et de 17 000 membres, la nouvelle coopérative commence à s'étendre sur le marché suisse. Aujourd'hui, Mobility possède plus de 220 000 clients et plus de 3000 véhicules, pour la plupart rouge vif, sur plus de 1500 sites.

On ne peut comprendre le succès de Mobility qu'à l'aune des facteurs centraux du développement en Suisse: la croissance des agglomérations urbaines du Plateau, et l'extension des transports publics (TP) fortement encouragée par le secteur public. «70 % de nos sites se trouvent dans des villes ou des agglomérations urbaines, et la moitié de nos clients vivent dans l'une des huit grandes villes du pays», note Patrick Eigenmann. L'autopartage fonctionne particulièrement bien en interaction avec les TP, qui sont dotés d'excellentes cadences en ville pour décharger le réseau routier (cf. texte sur la situation du trafic à Berne et à Genève, p. 15).

Au fil de son succès commercial, la coopérative de partage s'est éloignée de l'image «écologique-alternative» qu'elle avait au début. Elle en a même parfois été bien loin: en 2019, elle lance une gamme premium, avec des limousines tout-terrains gourmandes en carburant, qui suscite la critique jusqu'au sein de sa propre clientèle. La demande restant limitée, Mobility laisse rapidement tomber sa tentative. Aujourd'hui, elle mise sur l'écologie: d'ici à 2030, Mobility entend n'avoir plus dans sa flotte, actuellement essentiellement composée de voitures à essence et de diesels, que des véhicules électriques.

Il y a quelques mois, la coopérative a fait calculer son propre impact dans le domaine de la durabilité. Si Mobility n'existait pas, conclut l'étude, 35 500 voitures de plus circuleraient sur les routes suisses. Aussi impressionnant que ce résultat puisse paraître, il demeure pour l'instant semblable à une goutte d'eau dans l'océan au regard des 4,6 millions de véhicules particuliers que compte la Suisse.

JÜRIG STEINER EST JOURNALISTE ET CONSEILLER DE RÉDACTION À LA «BERNER ZEITUNG».

Silence à l'ermitage: un vœu pieux

Le seul ermite officiel de Suisse vit dans les gorges de Sainte Vère, dans le canton de Soleure. Mais préserver ce lieu de recueillement historique n'est pas simple, car une foule de gens viennent se ressourcer dans les gorges. Récit sur la tentative d'être seul dans un endroit très fréquenté.

SUSANNE WENGER

Le chemin menant à l'ermitage de Sainte Vère est très bien balisé. Curieux, non? L'idée qu'on se fait d'un ermitage est plutôt celle d'un lieu secret, isolé, difficile d'accès. Mais les gorges de Sainte Vère, situées non loin de la ville de Soleure, sont une destination prisée sur ce Plateau suisse fort peuplé. L'office du tourisme décrit l'ermitage comme un «lieu d'énergie mystique». Une formule attirante, même pour les esprits laïques. Après une promenade d'une bonne demi-heure, on atteint l'entrée sud des gorges. Des panneaux indiquent qu'il s'agit là d'un bien protégé du patrimoine culturel national et d'une réserve naturelle. Les véhicules à moteur sont interdits et les laisses, obligatoires.

Le ruisseau serpente entre les hautes parois de calcaire jurassien. Un chœur d'oiseaux chante, et les frondaisons des arbres forment un toit vert au-dessus de nos têtes. On comprend le baron de Breteuil, qui fit aménager ce sentier romantique en 1791. Las des

convulsions révolutionnaires qui secouaient la France, il avait cherché refuge à Soleure.

Ce matin, peu nombreux sont les promeneurs qui traversent les gorges en direction de l'ermitage. Près du pont de pierre, deux chiens s'ébattent, non tenus en laisse. «Ils sont bien élevés», assure leur propriétaire en vêtements de sport fluos. Un couple relate qu'il vient ici depuis des années pour faire le plein d'énergie: «Nous regrettons seulement qu'il n'y ait pas de cartes postales à acheter!»

Expert en distanciation sociale

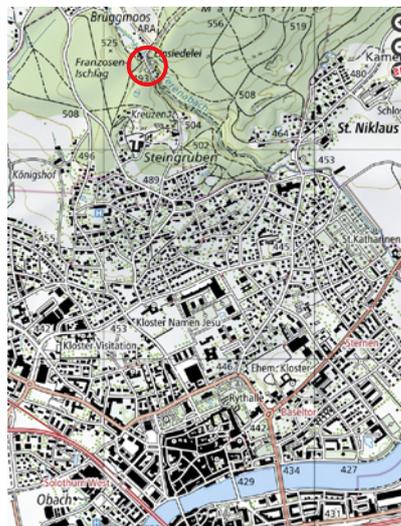
Un dernier contour, et l'on atteint la clairière de l'ermitage: deux petites chapelles anciennes, et à côté d'elles la maisonnette de l'ermite, blottie sous l'impressionnante paroi rocheuse. Tout est proche de tout, le lieu est sacré. Dans la maisonnette au jardin fleuri vit Michael Daum. La commune bourgeoise de Soleure, propriétaire du terrain, a choisi pour nouvel ermite ce citoyen allemand il y a quatre ans, respectant ainsi une tradition multiséculaire. Des ermites vivent dans les gorges de Sainte Vère depuis le XVe siècle. On dit que la sainte y a guéri jadis des possédés et des aveugles. L'ermite d'aujourd'hui s'occupe des bâtiments sacrés et de la propreté des gorges. La commune lui verse un petit salaire. Lorsqu'il s'est installé, Michael Daum a déclaré s'être senti appelé par Dieu.

Il serait intéressant de savoir comment se porte le seul ermite officiel de Suisse. Comment il échappe à la modernité affairée. Et en tant qu'expert

en distanciation sociale, ce qu'il pense de ces temps de pandémie et du goût retrouvé des gens pour la nature, la simplicité et la frugalité. Mais la commune a rejeté la demande de la «Revue Suisse»: l'ermite ne reçoit pas les médias, et les photographies professionnelles ne sont plus autorisées à l'ermitage.



Plus haut, plus grand, plus rapide, plus beau? À la recherche des records suisses qui sortent de l'ordinaire. Aujourd'hui: ermite officiel, un emploi extrêmement rare.



Il n'en allait pas de même il y a quelques années encore. Les deux ermites qui ont précédé Michael Daum – l'un a vécu dans les gorges de 2009 à 2014, l'autre de 2014 à 2016 – avaient été approchés par les médias suisses et étrangers. Notamment parce que la commune avait mis publiquement le poste au concours.

L'ermitage, site très prisé

Le président de la commune, Sergio Wyniger, explique ce changement de cap. L'idée est d'éviter trop de publicité pour refaire de l'ermitage un lieu de silence et de recueillement. «Nous n'interdisons à personne de venir»,

souligne-t-il. La commune continue de donner accès à l'ermitage, qui fait partie de l'identité de la région, mais elle souhaite imposer des règles de comportement. Il faut dire que le site est devenu de plus en plus prisé. Cette année, l'afflux des visiteurs a encore augmenté en raison du coronavirus: «Beaucoup n'avaient pas conscience qu'il s'agit d'un lieu spirituel.»

Conséquences négatives: photographies à tout va, vacarme et déchets. Des drones ont survolé l'ermitage pour effectuer des prises de vue. Cela a été interdit sur-le-champ. Le bruit gêne les personnes qui viennent pour prier, mais aussi celles qui, en situation difficile, sollicitent l'aide de l'er-

L'ermitage de Sainte Vère, non loin de Soleure: deux petites chapelles, la maisonnette et le jardin de l'ermitage – le tout blotti au creux de hautes parois calcaires. Photo d'archives Keystone (2009)

mite, explique Sergio Wyniger. Les deux ermites ayant précédé Michael Daum sont partis à cause de cela. L'actuel ermite parvient à gérer les différents intérêts en jeu, souligne son employeur. Son précédent métier de policier lui est certainement utile: il sait réagir lorsqu'il le faut. Avant Noël, il a un jour prié un stand de vin chaud de remballer ses affaires. La presse locale s'en est émue.

«Un bien menacé»

«On ne peut jamais plaire à tout le monde», relève Sergio Wyniger. Michael Daum est là pour les gens qui ont besoin de lui, mais il sait aussi prendre



ses distances. L'ermite propose désormais des rencontres à des groupes de visiteurs. Moyennant la somme de 150 francs, il raconte sa vie et son quotidien pendant une heure. En Suisse, il faut de toute évidence apprendre à bien gérer son statut d'ermite.

Néanmoins, la «Revue Suisse» voulait apprendre de première main ce qu'on ressent lorsqu'on se retire de la vie mondaine. La prise de contact avec l'abbaye d'Einsiedeln, en Suisse centrale, nous a mené jusqu'au père Philipp Steiner. «Notre vie monastique comporte des moments de solitude, mais aussi d'instantanés partagés», nous a écrit le moine bénédictin.

Il y a 300 ans, les moines réfléchissaient déjà à la manière d'accorder l'activité d'un haut lieu de pèlerinage avec la tranquillité d'un monastère. Ainsi,

les cellules privées de la communauté se trouvent un peu à l'écart du tumulte de la place de l'abbaye, à quelques pas seulement du silence de la nature. Mais le calme est «un bien menacé, surtout à notre époque», constate le père Philipp. Dans l'église de l'abbaye, très visitée, une surveillance est nécessaire pour préserver l'atmosphère de prière. Le monastère propose des retraites spirituelles aux personnes extérieures désireuses de se ressourcer: «Les jours où personne ne séjourne parmi nous sont très peu nombreux», concède le moine.

La main dans le rocher

Retour à l'ermitage de Sainte Véréne, qui commence à se remplir vers midi. Un vieil homme prie devant la grotte

La densité est-elle trop forte en Suisse?

La Suisse change: le fait que les conflits relatifs à l'utilisation de l'espace arrivent jusqu'à l'ermitage des gorges le prouve. La population de ce petit pays ne cesse de croître. Elle s'établit aujourd'hui à 8,6 millions d'habitants, contre 6,3 millions il y a 40 ans. D'après les statistiques fédérales, la barre des 10 millions d'habitants pourrait être franchie dans 20 ans. En moyenne, on compte aujourd'hui 215 personnes par km²: la densité est donc deux fois plus élevée en Suisse qu'en France, par exemple. En raison de la topographie montagneuse, plus de deux tiers de la population vit toutefois sur le Plateau, entre le lac Léman et le lac de Constance. C'est donc là que la densité est la plus forte, et la surface bâtie augmente. L'habitat en Suisse prend aussi toujours plus de place. Une personne occupe 48 m² de surface habitable, soit sept de plus qu'il y a 60 ans. On lutte contre le mitage du territoire par la densification. La pandémie de coronavirus a cependant fait émerger la question suivante: ce principe d'aménagement territorial est-il contraire aux intérêts de la santé publique? Depuis le confinement, les prestataires immobiliers notent une tendance à fuir les villes: la demande de logements en campagne augmente. Quelle est l'ampleur du stress induit par la densité démographique? Cette question est controversée sur le plan politique. (SWE)



Michael Daum lors de sa présentation à la presse après sa nomination en tant qu'ermite officiel des gorges de Sainte Véréne. Photo d'archives Keystone (2016)

d'Ölberg, des adeptes de nordic walking et de VTT passent à côté de lui à toute vitesse. Un couple de jeunes mariés et leur photographe apparaissent et un groupe de joyeux drilles en sortie d'entreprise s'approche du restaurant Einsiedelei, à la sortie nord des gorges. Une classe d'écoliers déboule par là. L'enseignante parvient à les arrêter. Chaque enfant a le droit de placer sa main dans l'ouverture sacrée, grande comme le poing, offerte par le rocher de Saint Véréne. On dit qu'elle porte bonheur, chuchote l'enseignante.

Des scientifiques ont découvert que notre tolérance à la foule dépend moins du nombre de d'individus présents que de l'aménagement du lieu et du comportement respectueux de chacun. Le respect: c'est aussi ce sur quoi compte la société de l'ermitage, qui aide la commune de Soleure à entretenir le lieu. Elle a édité un livre de coloriage pour sensibiliser les enfants à la protection de l'ermitage et du paysage environnant. En préface, l'auteur écrit qu'il espère ainsi semer une graine qui aura poussé à l'âge adulte.

La nature du Grand Nord, souvenir indélébile

À 62 ans, Hans Ulrich Schwaar s'est pris de passion pour la Finlande, une passion qu'il a nourrie jusqu'à sa mort.

CHARLES LINSMAYER

Dans son dialecte du Haut Emmental, Hans Ulrich Schwaar, enseignant, amateur d'athlétisme et de course d'orientation, né en 1920 à Sumiswald, a publié des livres comme «Ghoblets u Unghoblets» (Raboté et non raboté) et «Gryymts u Üngryymts» (Rimé et non rimé). Dès 1977, il a aussi traduit l'œuvre de Charles Ferdinand Ramuz en dialecte bernois, dans une édition qui compte non moins de six volumes. Un travail spectaculaire, qu'il a poursuivi avec «Di sibe Brüeder» (1988), traduction d'un grand classique de la littérature finlandaise, «Les sept frères» d'Aleksis Kivi. Il s'agit là de la seule traduction réellement complète de l'ouvrage, et d'après les spécialistes, c'est aussi la plus proche du texte original.

Coup de foudre pour la Finlande

Cela n'est pas dû au hasard. En 1982, après avoir pris une retraite anticipée, l'enseignant de Langnau en Emmental a en effet quitté la Suisse «presque en courant» pour découvrir la Finlande, pays pour lequel il s'est pris de passion. Le livre dans lequel il a raconté ce coup de foudre s'intitule «Erlebtes Finnland» (La Finlande vécue, 1983) et relate l'enchantement par lequel la nature du Grand Nord l'a saisi. «Surpuissante par ses atmosphères, elle parle à notre âme, nous remue au plus profond de nous-mêmes et nous enrichit de souvenirs indélébiles.» L'écrivain a surtout été charmé par le petit peuple lapon des Samis, dont il a recueilli les mythes et légendes et avec lequel il a vécu en symbiose en tant qu'ami et employé de l'éleveur de rennes Iisakki-Matias Syväjärvi.

Chez lui dans deux mondes

Pendant le dernier quart de sa longue vie – il est décédé à 94 ans dans sa patrie d'élection, à Äkäslompola, en Laponie finlandaise – Hans Ulrich Schwaar a vécu la plupart du temps dans le Grand Nord, même affecté d'une cécité presque complète à la fin et ne pouvant plus guère s'orienter seul. Il a toutefois gardé l'Emmental dans son cœur, et les derniers titres de son œuvre qui compte 39 volumes en tout font la part belle aux deux univers: à la Laponie finlandaise avec des ouvrages comme «Herbst in Lappland» (Automne en Laponie), «Tundra, Sumpf und Birkenduft» (Toundra, marais et sen-

teurs de bouleau), «Am Rande der Arktis» (Au bord de l'Arctique), «Näkkälä, jeden Tag» (Näkkälä, jour après jour), «Geheimnisvoller Norden» (Grand Nord mystérieux), «Die Samen und wir» (Les Samis et nous) et «Näkkälä. Ein letztes Lied» (Näkkälä. Un dernier chant); à sa patrie et à la langue bernoises avec des livres comme «Gfröits u Üngfröits» (Plaisant et déplaisant), «Churzwaare» (Choses brèves), «Rychs Bärndütsch» (La richesse du dialecte bernois), «Läbig's Bärndütsch» (Le dialecte bernois vivant) et «Farbig's Bärndütsch» (Les couleurs du dialecte bernois). Par ailleurs, la monographie «René Auberjonois», parue en 1996, reflète une occupation surprenante de l'écrivain au vu de son attachement au dialecte. En effet, Hans Ulrich Schwaar, qui avait découvert l'art par le biais des artistes ayant illustré les livres de Ramuz, a commencé à collectionner des œuvres d'art à titre presque professionnel dès 1947, rassemblant jusqu'à sa mort quelque 2500 œuvres qui appartiennent aujourd'hui à la commune de Langnau. Enfin, il s'est également battu pour la défense du dialecte jusqu'à un âge avancé. À 88 ans, il a lancé une pétition pour demander la réintroduction du dialecte à l'école dans des branches telles que les travaux manuels et la gymnastique, et la création d'une matière d'enseignement consacrée au dialecte. Malgré les plus de 13 000 signatures récoltées, la pétition échoua. En 2005, quand la commune de Langnau a attribué la bourgeoisie d'honneur à Hans Ulrich Schwaar, le maire a déclaré: «Bon nombre de gens font des choses remarquables dans un domaine et pendant un certain temps. Mais il est sans doute rarissime de rencontrer quelqu'un qui s'est engagé sur autant de fronts et de manière aussi infatigable que Hans Ulrich Schwaar, et ce le plus souvent à l'écart des projecteurs.»

CHARLES LINSMAYER EST SPÉCIALISTE EN LITTÉRATURE ET JOURNALISTE À ZÜRICH



«Lorsqu'on observe attentivement la nature, on s'aperçoit de son miracle divin. Il se cache aussi dans toutes les âmes humaines. C'est pourquoi éprouver de la compassion pour notre prochain peut nous rendre aussi heureux qu'admirer une fleur, car dans les deux cas nous rencontrons le divin.»

Hans Ulrich Schwaar, extrait tiré d'«Intimitäten» (en all.), Langnau 2007, en vente chez: ruth.wulschleger@dorfberg.ch

Le son de la Suisse

Quel son émet la Suisse? Ou plutôt, quel son émet le sol suisse? Si l'on y prête une oreille très attentive, on découvre que le sol abrite un orchestre d'ordinaire inaudible, composé d'une multitude de voix. Le monde sous nos pieds est loin d'être silencieux. Et quand il l'est, il y a lieu de s'inquiéter. Des scientifiques tentent à présent de mieux comprendre cet univers sonore souterrain.



L'expédition de la «Revue Suisse» en terre familière: lorsqu'on écoute le sol, on se trouve soudain à court de mots pour décrire la diversité des sons que l'on entend.

Photo Danielle Liniger

MARC LETTAU

Notre petite expédition a pour origine une affirmation simple: notre patrie est l'endroit où nous avons nos racines. Mais que se passe-t-il si nous collons nos oreilles contre le sol: nos racines, notre sol émettent-ils un son? Pour découvrir le «son de la Suisse», le son de la terre suisse, nous nous sommes tout d'abord rendus dans un jardin familial de la banlieue bernoise. Équipés d'un bon casque audio, d'un microphone hypersensible, d'un appareil capable d'enregistrer les sons souterrains... et d'une bonne dose de curiosité.

Attention les tympans

Qu'entendons-nous? Au début, strictement rien. Puis, un grondement et une détonation douloureuse pour les tympans. La cause: agité par la brise, un brin d'herbe a frôlé le micro et l'électronique a transformé ce murmure en vacarme. La technique d'enregistrement est en effet extrêmement sensible. La deuxième tentative se passe mieux. Dans le terreau humide que recouvrent des feuilles de courge géantes, l'appareil enregistre les plus infimes sons: un petit cahotement, un craquement.

Les mots nous manquent

Apparemment, il se passe quelque chose dans le sol. À chaque étape de notre expédition d'arrière-cour, nous distinguons de plus en plus clairement la surprenante richesse du monde sonore souterrain, et notre difficulté à la décrire. Les chiens aboient, les chevaux hennissent, les grillons strident, les vaches meuglent. Mais quel bruit fait le minuscule animal invisible à nos yeux dans la terre riche en compost où nous avons planté notre micro? Les mots nous manquent: ça craque et ça grince, ça grignote et ça couine, ça cahote et ça tapote, ça éclate et ça pétarade. Et là, ça mâche ou ça gargouille?

Les grandes questions

À nous les grandes questions! Quel son émet, par exemple, le «röstigraben», cette frontière culturelle imaginaire qui sépare la Suisse alémanique de la Romandie et fait tant jaser? Dans la région sise à cheval entre les cantons de Berne et de Fribourg, nous plantons délicatement notre microphone dans un champ de patates (quoi de plus normal sur la barrière des rösti?). Et nous tendons l'oreille: rien de rien. Quoi, pas de palabres, pas de conflits? Ou n'y a-t-il aucune vie dans cette terre arable?

Terrain patriotique

Quel son émet la prairie la plus célèbre de Suisse, le Grütli? Une pluie qui tambourine sans cesse nous empêche de le savoir. Nous devons nous rabattre sur le terrain patriotique sur lequel est bâti le Palais fédéral. Devant la façade sud, il arbore toutes les nuances de vert. La terre humide entourant les arbres du parc émet enfin les sons discrets qui nous sont familiers désormais. Ils sont bien moins bruyants que le vacarme qui accompagne toujours les débats à l'intérieur du bâtiment.

«Mais que faites-vous là?»

Au jour d'aujourd'hui, pas mal de gens font des trucs bizarres. Devant le Palais fédéral, une passante indulgente s'adresse donc à l'expédition de la «Revue Suisse» sur un ton cordial: «Mais que faites-vous là?» Réponse: nous mettons sur écoute les vers de terre vivant autour du Palais fédéral. Le scepticisme de la dame ne prend fin qu'au moment où elle met elle-même les écouteurs: «C'est de la folie! Tout le monde devrait entendre ça! Ça vit, là-dessous!»

Un orchestre sous terre

Nous achevons notre périple dans une prairie humide des Préalpes, près d'une forêt. Nous replantons notre microphone filiforme dans la terre, mettons notre casque et, d'un seul coup, le fameux silence des montagnes disparaît. Cette plongée dans un monde sonore d'ordinaire inaudible modifie notre perception: nous pensions que la terre était muette, mais à présent nous y entendons un orchestre à plusieurs voix.

Un projet de science participative

Depuis l'été 2019, pendant les six beaux mois de l'année, des hommes et des femmes, harnachés d'un solide équipement technique, parcourent la Suisse pour écouter le sol. Ils font partie du projet de recherche «Sounding Soil» (voir encadré), qui réunit des scientifiques et de simples citoyens. Cette approche scientifique participative permet de récolter davantage de données d'enregistrement pour la recherche.



De minuscules collemboles traversent le compost. Ils font partie de l'orchestre souterrain dans lequel jouent aussi acariens, larves de mouches, cloportes, vers de terre, araignées, mille-pattes, scarabées, sauterelles et cigales. Photo Marie Louise Huskens

Une biologiste nous éclaire

Derrière tous les sons enregistrés se cachent de petits ou microscopiques organismes: acariens, larves de mouches, cloportes, vers de terre, araignées, mille-pattes, collemboles et scarabées. Mais qui émet quel bruit? La biologiste Sabine Lerch, responsable du projet «Sounding Soil» à la fondation Biovision, n'a pas de réponse précise à nous donner: «Nous ne le savons pas. Nous sommes les premiers au monde à rendre les sons du sol audibles de cette manière. Mais la recherche n'en est qu'à ses balbutiements.» Pour l'instant, on se concentre sur le b.a.-ba: «Plus les sons sont variés, plus il y a de groupes d'animaux différents; plus les sons sont intenses, plus la mésofaune et la microfaune sont actives.»

Nouvelle discipline scientifique

Diversité et intensité des sons: «Ces deux facteurs renseignent sur la présence et l'activité des animaux vivant dans le sol», résume Sabine Lerch. D'ici à la fin de 2021, la recherche montrera si ces deux facteurs peuvent constituer une méthode de mesure pour juger de l'état d'un sol. Si c'était le cas, il s'agirait d'une avancée formidable pour la nouvelle discipline scientifique qui se développe ici-même: l'éco-acoustique. Un de ses initiateurs les plus connus est le chercheur suisse Marcus Maeder. L'éco-acoustique pourrait devenir un jour un outil pour prendre le pouls de la biodiversité.

Un sol sous pression

À l'origine, Marcus Maeder est musicien. «Un champ planté d'avoine biologique a une sonorité plus pleine qu'un champ de patate conventionnel», déclare-t-il. Mais les critères artistiques ne sont pas primordiaux lorsqu'il jauge l'univers sonore souterrain, car ce qui l'intéresse avant tout, c'est la santé du sol. Or, les sols suisses sont en mauvais état en bon nombre d'endroits, indique Sabine Lerch: «À maints égards, notre sol est sous pression. On bâtit sur lui, on l'impermabilise, on l'exploite de manière très intensive et on le laboure avec des machines toujours plus lourdes.» L'apport de substances chimiques nocives, comme les pesticides et les engrais, cause aussi des dégâts.

Protéger la nature jusqu'en surface

En même temps, la biologiste note que le grand public et les cercles politiques s'intéressent rarement à l'état du sol. Nombreux sont ceux qui ne voient en lui qu'une simple «surface». Même les partisans de la protection de la nature sont plus axés sur la biodiversité qui se trouve sur la terre que sur celle qui vit en dessous: «C'est compréhensible, car nous sommes focalisés sur ce que nous voyons, sur ce qui suscite immédiatement en nous des émotions.»

Donner une voix au sol

Ainsi, «Sounding Soil» est non seulement un projet de recherche, mais aussi une tentative assumée de sensibilisation: «Nous voulons donner une voix au sol», souligne Sabine Lerch. En fin de compte, ce qui se joue sous la terre nous concerne tous: «Je pense par exemple au rôle du sol dans la gestion des réserves d'eau ou la production d'aliments.» Dans le meilleur des cas, l'écoute des sols ne livrera pas de des résultats



«Sounding Soil»

«Sounding Soil» est un projet de recherche interdisciplinaire qui étudie les sons du sol. Pour simplifier, ce projet, qui s'achèvera en 2021, analyse comment et pourquoi les sols émettent des bruits différents selon leur utilisation. Le bilan intermédiaire est le suivant: plus la diversité des organismes vivant dans le sol est grande, plus le son qu'il émet est complexe.

«Sounding Soil» est un projet porté par six institutions: la Haute école d'art de Zurich (ZHdK), la fondation pour le développement écologique Biovision, l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (WSL), l'Observatoire national des sols (NABO), l'EPH de Zurich (Institut des écosystèmes terrestres) et l'Institut de recherche de l'agriculture biologique (FiBL).

Informations complémentaires:

www.soundingsoil.ch/fr/

Pour écouter les sons des sols:

www.soundingsoil.ch/fr/ecouter

scientifiques, mais débouchera aussi sur une nouvelle perception du sol sur lequel nous vivons et qui nous fait vivre. Et dans le pire des cas, les micros développés par Marcus Maeder enregistreront simplement la bande sonore du changement climatique et de la disparition de la biodiversité.

Quel son émet une prairie d'alpage bio? Et un champ cultivé de manière intensive? Quel bruit fait le sol de la forêt? Écoutez des enregistrements des sons du sol sur www.revue.ch



Le retour en force de la démocratie directe

Après plus de sept mois de pause, les votants suisses ont réafflué vers les urnes le 27 septembre. Atteignant près de 60 %, le taux de participation a été largement supérieur à la moyenne.

THEODORA PETER

L'épidémie de coronavirus avait mis provisoirement à l'arrêt la démocratie directe, aussi typique qu'importante pour la Suisse. Le Conseil fédéral avait annulé le scrutin du 17 mai pour le repousser à l'automne. Le 27 septembre est donc devenu un «super-dimanche» de votation, avec pas moins de cinq objets très débattus, qui ont mobilisé le peuple suisse. Parmi eux, l'initiative «de limitation», la loi sur la chasse et l'acquisition d'avions de combat (aperçu des résultats ci-dessous). Selon les objets, entre 59,1 et 59,4 % de la population s'est rendue aux urnes fédérales: il s'agit du cinquième taux de participation le plus élevé depuis l'introduction du droit de vote des femmes en 1971.

Récemment, seul le scrutin de février 2016 avait donné lieu à un taux participation aussi haut (63 %). Il concernait notamment l'initiative «de mise en œuvre» lancée par l'UDC. En 1974, l'initiative «contre l'emprise étrangère» portée par James Schwarzenbach avait encore davantage mobilisé la population (70 %), tout comme l'initiative «pour une Suisse sans armée» en 1989.

Le record en matière de participation est toutefois détenu par la votation sur l'EEE de 1992: pas moins de 78,7 % des Suisses se sont alors rendus aux urnes pour rejeter, à une toute petite majorité (50,3 %), l'entrée dans l'espace économique européen. Cette décision populaire a marqué le début des accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE. Une voie que le peuple a confirmé à plusieurs reprises par la suite, le plus récemment lors dudit «super-dimanche» du 27 septembre, en disant clairement non à l'initiative de limitation de l'UDC (v. «En profondeur», p. 6 ss.).

Les avions de combat passés non loin du crash

Le très faible «oui» (50,1 %) par lequel les votants ont accepté l'achat de nouveaux avions de combat pour l'armée suisse a suscité la controverse. Seules 8670 voix ont fait la différence, ce qui pousse à se demander si le résultat aurait été différent si tous les Suisses de l'étranger avaient reçu à temps leur matériel de vote. En effet, ceux-ci étaient beaucoup plus critiques vis-à-vis de l'achat des nouveaux avions que les votants résidant en Suisse, comme le montre une analyse du scrutin de l'institut de recherche GfS Bern, d'après laquelle 56 % des Suisses de l'étranger ont dit non au projet.



Le remplacement des actuels avions de combat de l'armée suisse s'est transformé en partie de poker dans les urnes. Photo Keystone

Les résultats de la votation du 27 septembre en bref

- **Non à l'«initiative de limitation»:** La Suisse ne doit pas résilier l'accord bilatéral sur la libre circulation des personnes avec l'UE. Le peuple a rejeté sans appel l'initiative «Pour une immigration modérée» de l'UDC, avec 61,7 % de «non». À ce sujet, v. «En profondeur», p. 6 ss.
- **Non à la loi sur la chasse:** la protection du loup et d'autres espèces animales protégées ne sera pas assouplie. La révision de la loi sur la chasse, qui prévoyait une régulation des populations animales par des tirs, a été rejetée par 51,9 % des votants. Le référendum avait été lancé par des organisations de protection des animaux et de la nature.
- **Non au relèvement des déductions pour enfants:** la déduction générale pour enfants ne sera pas relevée dans l'impôt fédéral. Le peuple a balayé ce «cadeau fiscal pour les riches», combattu par le PS, par 63,2 % des voix. Le projet aurait engendré des pertes fiscales annuelles de 380 millions de francs.
- **Oui au congé de paternité:** les pères bénéficieront désormais de deux semaines de congés payés à la naissance de leur enfant. Le projet a été accepté par une nette majorité de 60,3 % des votants, qui ont ainsi validé le contre-projet du Parlement à une initiative populaire entre-temps retirée. Celle-ci exigeait quatre semaines de congé.
- **Oui aux avions de combat:** le Conseil fédéral pourra dépenser six milliards de francs ces prochaines années pour acquérir de nouveaux avions de combat. Le peuple a donné de justesse son feu vert au projet avec 50,1 % de «oui». Les nouveaux avions de combat décolleront à partir de 2030 environ. Le type d'avion n'est pas encore connu, et pourrait à nouveau enflammer les débats.



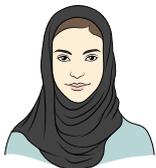
Entre liberté et contrainte: vote sur l'interdiction de la burqa

Doit-on interdire de se voiler le visage dans tout le pays? Le peuple suisse se prononcera en mars sur une initiative visant l'interdiction. Ce projet illustre très bien le fonctionnement de la démocratie directe en Suisse. Pendant la campagne, beaucoup de regards se tournent vers le Tessin.

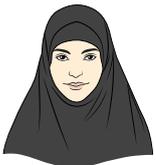
GERHARD LOB

En Suisse, le Tessin est un pionnier en matière d'interdiction de se dissimuler le visage. Il est le premier canton à avoir accepté clairement (65,2% de oui), en septembre 2013, une initiative populaire interdisant de se voiler le visage. Et même si celle-ci visait à l'origine la burqa et le niqab et avait ainsi pour but de contrer l'islamisation, la modification de la loi tessinoise sur la police a finalement tenu compte de toutes les manières de se cacher le visage. Les manifestants et les hooligans tessinois n'ont donc également plus le droit de le faire, en vertu de la loi qui est entrée en vigueur le 1er juillet 2016.

Toujours tolérés:



Hidjab



Tchador

Bientôt interdits?



Niqab



Burqa

Celui qui a porté cette initiative est le politicien indépendant Giorgio Ghiringhelli, aujourd'hui âgé de 67 ans. Comme il l'a confié à la «Revue Suisse», cet ancien journaliste est inquiet face à l'«islamisation de l'Europe». Les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis ont été l'élément déclencheur de son activisme: «Ensuite, j'ai lu les essais d'Oriana Fallaci sur l'islam et cela m'a fait l'effet d'un électrochoc.» En 2010, il lance une pétition exigeant l'interdiction de se dissimuler le visage, puis, peu après, une initiative populaire cantonale à l'image de l'interdiction adoptée en France. Son projet est balayé par le parlement cantonal au motif qu'il s'agit d'un «non-problème», les femmes intégralement voilées étant presque inexistantes dans l'espace public au Tessin.

Mais l'homme, tenace, ne retire pas son initiative, arguant qu'il vaut mieux «prévenir que guérir». Pour lui, le niqab symbolise l'oppression des femmes. La majorité du peuple tessinois le suit. Giorgio Ghiringhelli compte en outre sur un effet domino. Celui-ci a bien lieu: le 1er janvier 2019, le canton de Saint-Gall interdit lui aussi la dissimulation du visage à la suite d'une votation populaire (66,7% de oui). Un projet similaire avait toutefois échoué en 2017 à la Landsgemeinde du canton de Glaris: le peuple réclamait alors une solution à l'échelle nationale plutôt qu'une interdiction cantonale.

Une solution applicable dans toute la Suisse, c'est ce que prévoit l'initiative populaire «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage», qui reprend presque mot pour mot le texte de loi tessinois. L'initiative a été déposée en 2017, avec

105 000 signatures valables, et elle sera soumise au vote du peuple en mars 2021. Elle est portée par le comité d'Egerkingen autour du conseiller national lucernois Walter Wobmann, de l'Union démocratique du centre. En 2019, ce comité a réussi à faire passer son initiative contre les minarets, un projet remarqué dans le monde entier car il interdit désormais toute construction de minaret en Suisse.

Le Conseil fédéral et le Parlement rejettent majoritairement l'initiative interdisant de se dissimuler le visage, qui empiète, selon eux, sur l'autonomie des cantons. Ils soulignent en outre que très peu de femmes portent la burqa et le niqab en Suisse. D'après les estimations de la Confédération, entre 95 et 130 femmes intégralement voilées vivent dans le pays.

Les débats sur l'interdiction de se voiler le visage tournent autour de la liberté de religion, des droits des femmes et du droit à l'autodétermination, de la problématique des injonctions vestimentaires et du rôle de l'islam dans la société. Cependant, les arguments économiques jouent aussi un rôle. On cite par exemple l'impact négatif sur le tourisme d'une mise au ban du voile intégral. Les régions accueillant une clientèle issue du monde arabe seraient désavantagées. Lors du débat au Parlement, la ministre de la justice, Karin Keller-Sutter, l'a bien précisé: «Faire une exception pour le tourisme ne serait pas possible.»

Au Tessin, les expériences faites jusqu'ici montrent que seul un nombre extrêmement limité d'amendes ont été prononcées contre des femmes intégralement voilées. La plupart d'entre elles l'ont été contre Nora Illi, représentante controversée du Conseil central islamique suisse, qui a sciemment provoqué ces contraventions pour protester contre la nouvelle loi. Cette Suissesse convertie à l'islam est décédée en mars 2020. Dans le canton de Saint-Gall, la police cantonale annonce n'avoir jusqu'ici verbalisé personne pour dissimulation du visage.

La police tessinoise présente ses prescriptions vestimentaires sur des fiches d'information en arabe et en anglais. Certaines touristes ont toutefois contourné l'interdiction en portant, au lieu du voile, un masque médical tel que celui qui fleurit partout aujourd'hui en raison de la pan-



À Genève, une touriste voilée à proximité d'un groupe folklorique suisse: tel est le genre de rencontre que veut interdire le comité d'Egerkingen. Photo Keystone (2015)

démie de coronavirus. On l'a remarqué au parc Swissminiatur, que les touristes arabes aiment visiter. Mais dans l'ensemble, les conséquences sur le tourisme semblent minimes. «Ce qu'on nomme l'interdiction de la burqa n'a eu aucun impact chez nous», indique Giuseppe Rossi, directeur du luxueux hôtel cinq étoiles Splendide Royal, au bord du lac de Lugano. La proportion de la clientèle arabe n'a pas changé depuis l'interdiction du voile intégral.

Au Tessin, la clientèle issue des pays du Golfe a généré l'an dernier 32 000 nuitées, et représente ainsi 1,7 % de toute la clientèle. Entre 2015 et 2019, le Tessin a tout de même enregistré un recul de près de 28 % des nuitées des touristes issus des pays du Golfe. «Mais l'impact exact de l'interdiction du voile intégral sur le tourisme au Tessin est difficile à évaluer, car seule une minorité des touristes portait une burqa ou un niqab», relève Ticino Turismo. Qui attribue cette diminution de la clientèle non à la nouvelle loi, mais à la crise entre le Qatar et le Conseil de coopération du Golfe et aux moins bonnes connexions aériennes avec l'Europe qui en ont résulté.

Néanmoins, les destinations touristiques accueillant une grande proportion de clients du monde arabe voient tout de même d'un mauvais œil une éventuelle interdiction. C'est ce qui est ressorti d'une table ronde sur l'initiative pour l'interdiction de se dissimuler le visage qui a eu lieu en janvier 2017 à Interlaken. D'après un article de la presse locale, le vice-directeur de l'office du tourisme d'Interlaken, Stefan Ryser, a alors déclaré: «Les ressortissants des pays du Golfe sont de très bons clients. Ils séjournent en moyenne cinq nuits, et génèrent un bon chiffre d'affaires.» D'après lui,

les agences de voyage de ces pays prennent les discussions sur l'interdiction du voile intégral très au sérieux et se mettent à réfléchir. D'un autre côté, des hôteliers ont rapporté que la clientèle européenne est mal à l'aise en présence de femmes intégralement voilées, par exemple dans la salle du petit-déjeuner. Dans la région d'Interlaken, les clients issus des pays du Golfe et des Émirats arabes unis ont généré l'an dernier 92 000 nuitées, soit 8,6 % de toutes les nuitées. Ici aussi, ce chiffre est en baisse. En 2015, cette clientèle générait encore 120 000 nuitées, soit une part totale de 13,1 %.

Les experts du tourisme se gardent de prendre officiellement position sur l'initiative pour l'interdiction de se dissimuler le visage. L'organisation touristique Interlaken (TOI) déclare être politiquement et professionnellement neutre. «Cela signifie aussi que nous ne distinguons pas nos clients en fonction de leur race et de leur religion. À Interlaken, tous les touristes sont les bienvenus», note Christoph Leibundgut, porte-parole de TOI. À cela s'ajoute le fait qu'en raison des effets dévastateurs de la pandémie de coronavirus sur le tourisme, le problème du voile intégral semble plutôt secondaire en ce moment.

Giorgio Ghiringhelli a de quoi se réjouir. Le Tessinois a commencé tout seul dans son coin, mais le sujet brûlant qu'il a lancé a, d'ores et déjà, atteint la sphère fédérale grâce aux outils de la démocratie directe. Et ce, quelle que soit l'issue du scrutin du mois de mars.

Un référendum jette de l'huile (de palme) sur le feu

L'importation d'huile de palme indonésienne en Suisse se heurte à une résistance tenace. L'accord de libre-échange passé avec ce pays du Sud-Est asiatique est par conséquent en cours d'examen. Le peuple aura bientôt le dernier mot.

EVA HIRSCHI

Il s'agit d'une étape importante: pour la première fois, l'importation d'huile de palme est directement assortie de critères contraignants liés au développement durable. C'est ce qu'établit une disposition spécifique de l'accord commercial conclu entre l'Indonésie et les États de l'AELE, à savoir la Norvège, l'Islande, le Liechtenstein et la Suisse, accord qui a été négocié sous la houlette de cette dernière.

Le Conseil fédéral a signé cet accord – de libre-échange, en principe – en décembre 2018. Un an plus tard, il a été adopté par le Parlement. L'huile de palme est toutefois exclue du libre-échange dans l'accord: des réductions

douanières s'appliquent à un certain volume d'huile de palme indonésienne, mais seulement pour les produits durables certifiés. «Cela incite les producteurs indonésiens à promouvoir l'huile de palme durable», explique Jan Atteslander, responsable des relations économiques extérieures de la fédération Economiesuisse. D'après lui, «cet accord avec l'Indonésie est celui qui va le plus loin en termes de développement durable».

Les paysans et leurs alliés se rebiffent

Mais l'accord n'est pas encore définitif: le peuple suisse se prononcera à

son sujet, probablement en mars prochain, car au mois de juin, le viticulteur bio genevois Willy Cretegny et le syndicat paysan romand Uniterre ont lancé un référendum, soutenu par près de 50 organisations. «Pour produire de l'huile de palme, on défriche la forêt tropicale et l'on détruit la nature», affirme Rudi Berli, maraîcher et vice-directeur d'Uniterre. «L'huile de palme a aussi un impact négatif sur la production suisse de graines oléagineuses.»

Les paysans suisses craignent en effet une distorsion du marché: l'huile de palme est de loin la moins chère, et elle domine le marché mondial. Aucune autre huile végétale n'est culti-

Dans une plantation au nord de Sumatra, des travailleurs indonésiens récoltent les fruits mûrs du palmier à huile, qui peuvent atteindre un poids de 50 kilos.

Photo Keystone





Jan Atteslander, partisan de l'accord:

«L'accord avec l'Indonésie est celui qui va le plus loin en matière de développement durable.»

vée à aussi grande échelle. Sa production a quadruplé entre 1990 et 2010. On trouve de l'huile de palme dans de nombreux aliments, produits cosmétiques et détergents. L'industrie l'apprécie car elle est solide et stable, résiste bien à la chaleur et n'a ni goût ni odeur.

L'huile de palme est aussi l'un des principaux biens d'exportation de l'Indonésie, et elle y fait vivre des millions de personnes. Avec la Malaisie, les deux pays produisent 85 % de l'huile de palme utilisée dans le monde. C'est que le palmier à huile ne pousse que dans les régions tropicales. L'importance de la demande a cependant, à beaucoup d'endroits, des effets dévastateurs sur l'environnement, la biodiversité et les populations indigènes, comme le soulignent régulièrement les ONG; c'est le cas, par exemple, lorsqu'on défriche illégalement la forêt tropicale et qu'on déplace des habitants au profit des monocultures.

Des incitations économiques pour le développement durable

«Nous nous battons depuis longtemps pour une culture durable de l'huile de palme», relève Damian Oettli, responsable des marchés au WWF Suisse. En 2004, le WWF a réuni plusieurs pro-

ducteurs, instituts financiers et représentants de la société civile, de l'industrie et du commerce pour fonder la Table ronde pour une huile de palme durable (Round Table on Sustainable Palm Oil, RSPO). L'objectif est de limiter la destruction des forêts tropicales riches en biodiversité au moyen d'un système de certification, le label RSPO, qui pose des exigences pour une production durable de l'huile de palme. Parmi celles-ci, l'interdiction de défricher les forêts particulièrement dignes de protection pour de nouvelles plantations et le respect des droits des populations locales et des travailleurs.

Depuis plusieurs années déjà, les entreprises suisses importent principalement de l'huile de palme certifiée RSPO. «C'est aussi dans l'intérêt des entreprises, car qui souhaite acheter des produits pour lesquels on a défriché la forêt?», souligne Stefan Kausch, coordinateur du Réseau suisse pour l'huile de palme. Ce réseau a été fondé en mars de cette année afin d'encourager le développement durable de la production d'huile de palme. Il a pour membres, entre autres, Nestlé, Migros, Coop et Nutri-suisse. «Nous œuvrons en outre au développement du label RSPO», indique Stefan Kausch.

«Ce type de label ne sert qu'à donner bonne conscience aux entreprises», avance Rudi Berli. «Sur place, rien n'a changé, on défriche toujours la forêt tropicale.» Le comité référendaire remet par conséquent aussi en question les critères fixés dans l'accord, arguant qu'il manque également un mécanisme de sanction. Le WWF ne soutient pas, lui non plus, inconditionnellement cet accord, mais il s'est tout de même résolu à «un soutien prudent», comme l'explique Damian Oettli. «Sans connexion au marché, les pro-



Rudi Berli, opposant à l'accord:

«Pour produire de l'huile de palme, on défriche la forêt tropicale et on détruit la nature.»

blèmes écologiques sont difficiles à résoudre.»

Damian Oettli souligne que les certifications sont très utiles pour le commerce, même si elles ne suffisent pas: «Le label RSPO existe depuis 16 ans déjà, pourtant les petits producteurs qui n'entrent pas dans le système doivent se tourner vers des marchés parallèles. L'huile de palme durable est demandée surtout en Europe et aux États-Unis, mais la Chine et l'Asie du Sud-Est continuent d'acheter majoritairement de l'huile de palme conventionnelle.» Le WWF salue néanmoins l'intégration de critères de développement durable dans l'accord en relevant qu'il s'agit d'un pas dans la bonne direction.

Les huiles de colza et de tournesol ne font pas l'affaire

Remplacer toute l'huile de palme par des huiles suisses, comme le souhaite par exemple Uniterre, n'est pas une solution aux yeux de Damian Oettli. Les palmiers à huile sont de loin les plantes qui ont le meilleur rendement par bouteille d'huile: ils permettent de fabriquer trois tonnes d'huile par hectare, contre moins d'une tonne pour le soja, le colza et le tournesol. Ils nécessitent aussi moins de pesticides que d'autres cultures, note le WWF dans un rapport. Enfin, le palmier à huile est une plante vivace, contrairement au soja, au colza ou au tournesol.

Fait étonnant: bien que les débats politiques sur l'accord économique avec l'Indonésie tournent principalement autour de l'huile de palme, celle-ci ne représente qu'une infime part du volume des échanges avec

l'Indonésie. La Suisse importe chaque année près de 26 500 tonnes d'huile de palme, dont la plus grande part provient de Malaisie (22%): elle n'en a acheté que 35 tonnes à l'Indonésie l'an dernier. Les biens d'exportation qui pourront être vendus en Indonésie sans barrières douanières ont bien plus d'importance pour l'économie suisse, et ce sont surtout l'industrie des machines et la branche pharmaceutique qui en profiteront.

Cet accès facilité au marché est, selon Jan Atteslander, le principal avantage de l'accord: «D'après la Banque mondiale, l'Indonésie pourrait devenir l'une des premières économies mondiales au cours de ces prochaines années. Grâce à cet accord, nous serons en avance sur d'autres pays.» Les critères de développement durable fixés pour l'huile de palme auraient, si ce n'est nécessairement sur le plan économique, un effet de signal: «L'AELE joue ainsi un rôle de précurseur, et peut inciter d'autres pays à adopter aussi de tels critères.» Damian Oettli, quant à lui, regrette que ces conditions écologiques ne s'appliquent qu'à l'huile de palme et non pas, dans l'accord de libre-échange, au bois, aux crevettes ou à d'autres matières premières.

Site web du comité référendaire:
nein-zum-freihandel.ch/fr/home-2/

Positionnement d'Economiesuisse:
ogy.de/palmoil

EVA HIRSCHI EST JOURNALISTE INDÉPENDANTE À LAUSANNE

Bons chiffres, mauvais chiffres

75

Si, si, il y en a, de bons chiffres récents, non impactés par le coronavirus! Un exemple: la part de l'électricité issue de sources renouvelables augmente. En 2019, 75% déjà du courant consommé en Suisse était issu de sources durables. On note une progression surtout des énergies solaire et éolienne, de la biomasse et des petites centrales hydroélectriques.

369

Bouteilles, boîtes de conserve, journaux, piles, épilateurs: les Suisses sont bons élèves en matière de recyclage. Par personne et par an, 369 kilos de déchets sont dûment recyclés. De deux choses l'une: ou nous nous félicitons pour ce recyclage assidu, ou nous nous étonnons de l'ampleur des déchets que la consommation des Suisses occasionne.

41

La Suisse ne manque pas de journaux régionaux. Mais de l'un à l'autre, on retrouve bon nombre de contenus identiques. Même texte, même commentaire, même mise en page. C'est dans les articles sur la politique nationale que la perte de diversité médiatique est la plus nette: 41% des articles paraissent en même temps dans plusieurs voire même un grand nombre de titres. Est-ce bien cela, la diversité?

58,6

Fait réjouissant: la part des étudiantes dans les universités suisses augmente. Dans celle de Zurich, par exemple, les femmes représentent 58,6% du corps étudiant. Et la tendance est à la hausse. Voilà qui ferait plaisir à Marie Heim-Vögtlin: elle fut en effet la première femme à obtenir un doctorat de l'alma mater zurichoise, en 1874, et la seule Suisse à y étudier.

160

Mois après mois, le nombre de voitures neuves vendues en Suisse est inférieur aux chiffres de l'année précédente. Seuls les vendeurs de voitures à propulsion électrique ont le pied au plancher: dans ce secteur, les ventes s'envolent et enregistrent une croissance de 160% rien que pour le mois d'août 2020. À propos d'électricité: on espère que toutes ces voitures tirent leur énergie de sources renouvelables.



Swiss challenge, Yvonand, 2019. Photo OSE/ Service des jeunes

Le retour des camps de jeunesse

En 2021, l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) organisera à nouveau ses traditionnels camps pour la jeunesse Suisse de l'étranger. L'année 2020 a débuté par deux magnifiques camps de ski dans les Alpes vaudoises et valaisannes sous un soleil radieux. Hélas, le ciel s'est assombri et l'OSE a été contrainte de renoncer aux camps d'été à la suite de la pandémie du coronavirus. Certes la situation est encore critique, cependant, nous espérons pouvoir compter sur une éclaircie et le retour de jours meilleurs. Ainsi, nous avons le plaisir de vous présenter nos nouvelles offres.

Nos offres en un coup d'œil:

- **10.7.-23.7.2021** Camp sports et loisirs à Château-d'Oex VD (15-18 ans)
- **10.7.-23.7.2021** Le Swiss Challenge (15-18 ans)
- **24.7.-6.8.2021** Camp sports et loisirs à Gsteig BE (15-18 ans)
- **7.8.-22.8.2021** Camp langues, sports et culture à Berne BE et Lugano TI (16-25 ans)
- **27.12.-5.1.2022** Camp de ski à Grächen VS (15-18 ans)
- **27.12.-5.1.2022** Camp de ski à Anzère VS (18+)

Sur demande, nous vous enverrons volontiers notre brochure d'informations avec un aperçu de nos offres. Les inscriptions pour les camps d'été et d'hiver seront ouvertes à partir du 11 janvier 2021 sous ogy.de/ose-offres. La date limite d'inscription est fixée au 15 mars 2021.

Bien entendu, nous gardons un œil attentif sur la situation sanitaire. La santé et la sécurité de nos participants et moniteurs sont notre priorité absolue, c'est pourquoi, nous prendrons les mesures nécessaires et adéquates en temps voulu.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Organisation des Suisses de l'étranger OSE
Service des jeunes
Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse
Téléphone +41 (0)31 356 61 24
E-Mail: youth@aso.ch

Camp d'été pour les enfants de 8 à 14 ans

De fin juin à fin août 2021, les enfants suisses à l'étranger pourront passer de bons moments dans des camps d'été de deux semaines avec une quarantaine d'autres enfants du monde entier et découvrir en même temps la Suisse et sa culture. La procédure d'inscription pour les camps d'été débutera le 11 janvier 2021.

- du sa 26/06 au ve 09/07/2021
- du sa 10/07 au ve 23/07/2021
- du sa 24/07 au ve 06/08/2021
- du sa 07/08 au ve 20/08/2021

Des informations plus détaillées sur les différentes offres seront disponibles sur notre page d'accueil à partir de mi-décembre 2020: www.sjas.ch/fr. Sur demande, nous vous enverrons volontiers par la poste notre brochure d'informations avec un aperçu de nos offres. **La clôture des inscriptions est fixée au 15 mars 2021.**

La Fondation pour les enfants suisses à l'étranger souhaite offrir la possibilité à chaque enfant suisse de l'étranger de découvrir la Suisse au moins une fois de cette manière. Une réduction de tarif peut ainsi être accordée dans des cas justifiés. Vous pouvez demander le formulaire de réduction en cochant la case correspondante sur le formulaire d'inscription. Nous nous tenons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire. (LR)

Fondation pour les enfants suisses à l'étranger (FESE), Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse
Tél. +41 31 356 61 16, Fax +41 31 356 61 01,
E-Mail: info@sjas.ch / www.sjas.ch



Organisation des Suisses de l'étranger (OSE)

Alpenstrasse 26
CH-3006 Berne
Tél. +41 31 356 61 00
Fax +41 31 356 61 01
info@aso.ch
www.aso.ch
www.revue.ch
www.swisscommunity.org



Nos partenaires:

educationsuisse
Tél. +41 31 356 61 04
Fax +41 31 356 61 01
info@educationsuisse.ch
www.educationsuisse.ch



Fondation pour les enfants suisses à l'étranger
Tél. +41 31 356 61 16
Fax +41 31 356 61 01
info@sjas.ch
www.sjas.ch



Stiftung für junge Auslandschweizer
Fondazione per i giovani svizzeri all'estero
Fundazion per giuven svizzeri a l'ester

Élisez le nouveau Conseil des Suisses de l'étranger!

Entre janvier et juin 2021, les élections des délégués du «Parlement de la Cinquième Suisse», le Conseil des Suisses de l'étranger (CSE), seront organisées dans le monde entier. Vous trouverez ici les réponses aux questions les plus fréquentes et les plus importantes sur le CSE et les élections qui s'annoncent.

STEFANIE MATHIS-ZERFASS

Qu'est-ce que le Conseil des Suisses de l'étranger?

Le Conseil des Suisses de l'étranger (CSE) représente les intérêts de tous les Suisses de l'étranger vis-à-vis des autorités et du public en Suisse. C'est la raison pour laquelle on l'appelle aussi le «Parlement de la Cinquième Suisse».

Depuis quand le CSE existe-t-il?

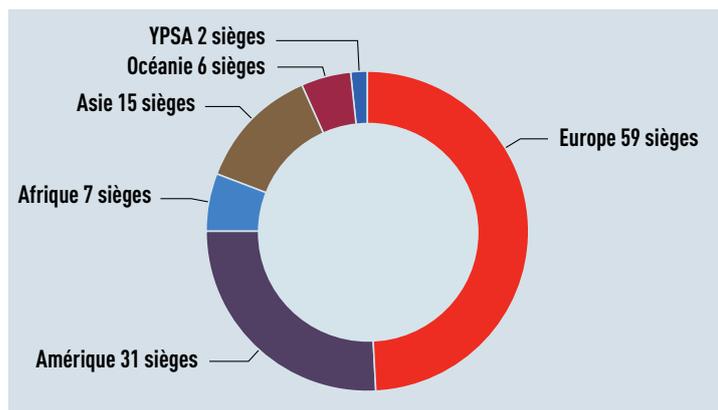
Sous sa forme actuelle, le CSE existe depuis 1989. Il a succédé à la Commission des Suisses de l'étranger de la Nouvelle Société Helvétique (NSH) constituée en 1919.

Comment se compose le CSE?

Le CSE compte en tout 140 membres: 120 délégués des communautés suisses à l'étranger et 20 représentants en Suisse. Sur ces 140 sièges, deux sont réservés aux représentants de la jeunesse, qui sont organisés au sein du Youth Parliament Swiss Abroad (YPSA), le «Parlement des jeunes Suisses de l'étranger».

Comment les sièges sont-ils répartis?

Le règlement de l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) régit la répartition des sièges dans les grandes lignes. Il indique que le CSE fixe le nombre de délégués d'une organisation faîtière, d'un pays ou d'un groupe de pays en fonction de son ampleur. Ainsi, la répartition des sièges se fonde sur l'importance de la communauté suisse vivant dans un pays ou sur un continent sur la base des statistiques actuelles relatives aux Suisses de l'étranger. Elle assure aussi une représentation équitable des communautés suisses de chaque région du monde. Lors de sa réunion virtuelle du 10 juillet 2020, le CSE a déterminé la répartition des sièges pour le mandat 2021–2025 comme suit:



S'informer en vue des élections

Comme les modalités de l'élection des délégués au Conseil des Suisses de l'étranger diffèrent selon les pays et que l'organisation de ces élections ne peut par conséquent pas être centralisée, la «Revue Suisse» communiquera dans ses pages régionales des informations détaillées sur les élections dans chaque pays et région. Les associations suisses et organisations faîtières qui organisent les élections présenteront dans ces pages la procédure exacte et les manifestations électorales. Les candidats peuvent contacter les rédactions régionales pour être présentés dans la «Revue Suisse».

La campagne électorale a lieu ici

SwissCommunity.org jouera un rôle central dans les élections. Sur ce site, les électeurs peuvent entrer en contact avec les candidats, poser des questions, émettre des critiques et des suggestions, faire part de leurs requêtes et, bien entendu, discuter.

www.swisscommunity.org

Quel est le rôle des représentants en Suisse?

Ils ont pour mission de rapporter les requêtes des Suisses de l'étranger et les décisions du CSE aux organes compétents (Parlement, administration) en Suisse et de défendre efficacement ces requêtes sur le plan politique. Certains représentants de l'intérieur sont membres du Conseil national ou du Conseil des États, d'autres représentent des institutions ou des organisations. Ils sont élus par le CSE sur proposition du Comité de l'OSE.

Comment les délégués de l'étranger sont-ils élus?

L'OSE ne peut malheureusement pas organiser d'élections centralisées et basées sur le vote électronique direct en 2021. Aucun projet pilote de vote électronique n'aura lieu non plus dans certains pays, comme c'était le cas lors des dernières élections. Cela est dû à l'abandon du système de vote électronique du canton de Genève utilisé jusqu'ici, et au gel du vote électronique dans toute la Suisse.

Quand une élection directe sera-t-elle possible?

Bien que l'OSE ait aujourd'hui trouvé un système de vote adéquat pour une élection directe par voie électronique, le financement de ce système n'est pas encore assuré. L'OSE est en contact avec le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) à cet égard. Ce point a pu être abordé lors d'une séance avec le conseiller fédéral Ignazio Cassis, chef du DFAE. L'OSE a bon espoir d'avoir une solution en main pour les élections de 2025.



Réunion du Conseil des Suisses de l'étranger à Montreux, qui requiert ici plus de leadership de la part du Conseil fédéral dans le dossier du vote électronique.

Photo Adrian Moser (2019)

Comment les organisations faitières organisent-elles les élections?

Les organisations faitières (ou, en leur absence, les associations suisses reconnues par le CSE) mettront sur pied les prochaines élections des délégués de l'étranger dans les différents pays concernés. Elles respectent pour ce faire les principes fondamentaux relatifs à l'élection fixés par le CSE. Pour le reste, l'organisation des élections relève de leur responsabilité. Les organisations faitières ou les associations peuvent ainsi également organiser une élection directe (par correspondance ou par voie électronique).

Qui peut voter à l'étranger?

Tous les Suisses de l'étranger peuvent voter, à la condition qu'ils soient membres d'une organisation suisse reconnue. Les organisations faitières ou associations suisses peuvent toutefois élargir le cercle des électeurs à des non-membres.

Quand les élections auront-elles lieu?

Les élections se tiendront entre janvier et juin 2021. Les organes responsables dans les différents pays déterminent les délais de vote. Le 20 août 2021, le CSE siégera pour la première fois dans sa nouvelle composition et élira ensuite les membres de l'intérieur sur proposition du Comité.

Qui peut être élu au CSE?

Les personnes souhaitant se porter candidates aux élections doivent remplir les conditions concrètes suivantes: elles doivent posséder la nationalité suisse, résider à l'étranger, parler français ou allemand, entretenir des contacts avec la communauté suisse de la région représentée et avoir la possibilité de se rendre en Suisse deux fois par an pour participer aux séances du CSE. Les organisations faitières et les asso-

ciations suisses peuvent ajouter d'autres conditions d'éligibilité. Les délégués perçoivent une modeste indemnisation pour les frais de séance. En revanche, leurs frais de déplacement et d'hébergement ne sont pas remboursés.

Quelles sont les compétences du CSE?

Il s'agit de l'organe de direction suprême de l'OSE, fondation indépendante qui représente les intérêts des Suisses de l'étranger en Suisse. Le CSE peut prendre position dans des consultations et des affaires politiques, il peut formuler des revendications, arrêter des consignes de vote et donner des recommandations de vote. Il n'a cependant aucune compétence législative.

Quels sont les principaux succès du CSE?

- L'inscription du statut de Suisse de l'étranger dans la Constitution fédérale (art. 40)
- Le maintien de l'AVS/AI facultative
- La promotion de la formation des jeunes Suisses de l'étranger
- L'introduction du droit de vote par correspondance
- L'introduction de la loi sur les Suisses de l'étranger

Vous trouverez des informations complémentaires à ce sujet sur

ogy.de/asr-2021

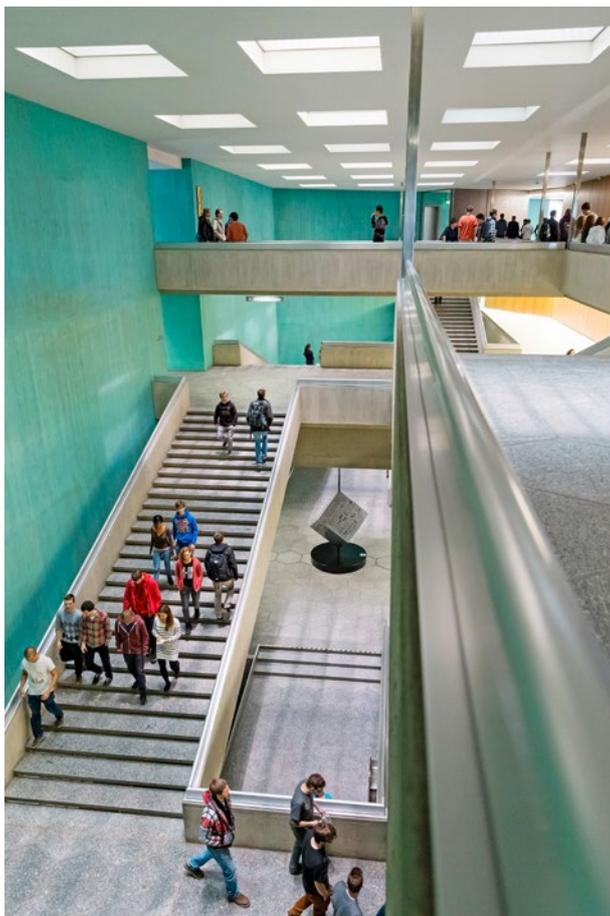
Vous pouvez également demander des renseignements au Service juridique de l'Organisation des Suisses de l'étranger en contactant Stefanie Mathis-Zerfass Téléphone +41 31 356 61 00, mathis@aso.ch

Étudier en Suisse à l'université ou dans une haute école

Educatiosuisse conseille les jeunes Suissesses et Suisses de l'étranger qui souhaitent venir en Suisse pour leur formation.

Plus de 255 000 étudiants sont actuellement inscrits dans une université suisse en bachelor, en master ou en doctorat. Ces dernières années, la proportion de femmes fréquentant une université a augmenté pour atteindre un taux d'environ 52 %.

À l'exception d'une haute école spécialisée privée, toutes les universités et hautes écoles suisses sont des institutions publiques. Dans les classements internationaux, l'ETH Zurich et l'EPF Lausanne ainsi que d'autres universités sont très bien placées (<https://www.universityrankings.ch/fr>). Ces différents rankings sont basés sur des critères différents et s'adressent généralement à un groupe cible spécifique (étudiants, chercheurs, sponsors, personnes intéressées par des domaines d'études spécifiques). Aucune classification ne peut couvrir tous les aspects qui font d'un institut une bonne université et les comparer de manière concluante. Si possible, la situation géographique et la culture lo-



Allées et venues au campus Höggerberg de l'ETH. Photo: EPFZ/Alessandro della Bella

cale doivent également être prises en compte dans une évaluation.

Universités, ETH et EPF

Actuellement, environ 157 000 étudiants sont inscrits dans les dix universités et les deux écoles polytechniques fédérales, l'ETH et l'EPF. Les universités proposent des études en droit et en économie, en mathématiques et en sciences naturelles, ainsi qu'en sciences humaines et sociales, tandis que l'EPF et l'ETH se concentrent sur l'ingénierie, les mathématiques et les sciences naturelles. La condition d'admission est

un certificat de maturité reconnu par la Confédération ou un diplôme étranger équivalent. Les études de médecine font l'objet d'une réglementation particulière. En règle générale, la date limite de dépôt des candidatures est fixée à la fin du mois d'avril.

Neuf hautes écoles spécialisées

Environ 80 000 étudiants sont actuellement inscrits dans l'une des neuf hautes écoles spécialisées. Avec plus de 60 instituts, elles proposent des programmes d'études axés sur la pratique, notamment dans les domaines de la santé, des sciences sociales, de la gestion d'entreprise, des technologies innovantes, de la musique et de l'art. L'admission est conditionnée par un apprentissage suivi d'une maturité professionnelle ou d'une maturité gymnasiale suivie d'une année de stage.

Hautes écoles pédagogiques

Presque tous les cantons disposent également d'une haute école pédagogique. Celles-ci forment actuellement environ 21 000 étudiants en tant qu'enseignants qualifiés pour les différents niveaux scolaires (jardin d'enfants, primaire, secondaire I et II) et en pédagogie spécialisée (par exemple, orthophonie). Les conditions d'admission varient en fonction du programme d'études. (RG)

Les collaboratrices d'educationsuisse vous recommandent de vous informer à temps. Elles sont à votre disposition pour vous renseigner et vous conseiller.

educationsuisse
formation en Suisse
Alpenstrasse 26, 3006 Berne, Suisse
Tél. +41 31 356 61 04
info@educationsuisse.ch
www.educationsuisse.ch

Pour commencer, il faut de la curiosité

Les jeunes ont souvent du mal à imaginer leur entrée dans le monde du travail, actuellement en constante évolution. Avant de prendre une décision de carrière, il est donc utile d'explorer ses propres intérêts et aptitudes, par exemple à l'aide de tests en ligne appropriés tels que le Test d'intérêts pour les études, TIPE (ogy.de/studien-check). Le propre cercle d'amis et de connaissances peut également donner des aperçus variés sur la vie professionnelle quotidienne. Enfin, il est possible d'accéder aux expériences d'anciens étudiants: par exemple, le site officiel du Service suisse d'orientation professionnelle et universitaire, www.orientation.ch, présente désormais aussi des portraits d'anciens étudiants qui témoignent de leur entrée dans le monde du travail et des secteurs d'activité possibles après leurs études (ogy.de/portraits).

Conseils concernant la recherche d'emploi en Suisse

«Je prévois de revenir en Suisse et d'y chercher un emploi. Quels conseils et informations pouvez-vous me donner?»

En tant que citoyenne ou citoyen suisse, vous pouvez travailler en Suisse sans avoir besoin d'une autorisation. Si vous voulez postuler à un emploi en Suisse, sachez qu'en général, il ne suffit pas d'envoyer votre curriculum vitae. Les employeurs suisses s'attendent à recevoir un dossier complet, contenant une lettre de motivation pour l'emploi en question, un curriculum vitae avec une photo ainsi que des certificats de travail et des copies de vos diplômes. Le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) publie des brochures contenant des conseils précieux sur son site Internet. Lien direct vers l'aperçu des publications et des offres du SECO à ce sujet: ogy.de/travail-swiss

Il n'y a pas de règles officielles en ce qui concerne la traduction de documents comme les diplômes ou d'autres certificats. Si un document s'avère essentiel pour l'obtention d'un emploi, cela peut valoir la peine de joindre au dossier une traduction de celui-ci dans l'une des langues nationales.

Pour la recherche d'emploi elle-même, la Direction consulaire (DC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) propose un service spécialement dédié aux Suisses de l'étranger: elle transmet votre candidature aux offices cantonaux du travail, à l'attention des offices régionaux de placement compétents (ORP) de la région de votre choix. Votre dossier sera alors mis à disposition des employeurs intéressés.

Lien direct vers la page du DC pour les personnes à la recherche d'un emploi: ogy.de/travail-en-suisse

[Vous trouverez une série de liens menant à des sites d'offres d'emploi en ligne et à des agences de placement sur le site web de l'Organisation des Suisses de l'étranger. Dès lors que vous vous êtes annoncé\(e\) en Suisse et que vous y êtes domicilié\(e\), l'office local du travail peut aussi vous aider dans votre recherche d'emploi. Lien direct vers la page de l'OSE listant les offres d'emploi en ligne et les agences de placement: \[ogy.de/emploi\]\(http://ogy.de/emploi\)](#)

En mémoire de Georg Stucky

Il a présidé l'Organisation des Suisses de l'étranger (OSE) de 1998 à 2007. Georg Stucky est décédé en août, à l'âge de 89 ans. Il avait notamment contribué à préparer la voie au droit de vote des Suisses de l'étranger. L'OSE se souvient de lui avec reconnaissance.



Georg Stucky, ici photographié en 1989, pendant son mandat de conseiller national.

Photo: Walter Rutishauser, collection de la Bibliothèque Am Guisanplatz

Quelle vie bien remplie! Georg Stucky a travaillé et vécu plusieurs années à Hambourg, au Proche-Orient et en Afrique du Nord. Il a été consul honoraire de la Suisse en Libye. Il connaissait les problèmes et préoccupations des Suisses de l'étranger par le biais de sa propre expérience. Georg Stucky a été conseiller paroissial, conseiller d'État, conseiller national et membre de plusieurs conseils d'administration. Pendant 15 ans, il a siégé au Comité de l'OSE, en a été le vice-président de 1992 à 1998, puis le président jusqu'en 2007. Tout cela montre l'estime et la popularité dont il jouissait ainsi que l'importance de son engagement sur la durée.

J'ai fait la connaissance de Georg Stucky lors d'une rencontre des conseillers d'État de Zoug et de Bâle-Ville. Plus tard, nous nous sommes retrouvés au Conseil national. Les années que nous avons passées ensemble à la commission économique de la Chambre basse, puis au comité de l'OSE ont fait de nous des amis.

Georg Stucky s'était engagé pour les Suisses de l'étranger avant même d'entrer à l'OSE. En 1986, il avait introduit une motion pour demander une révision de la loi fédérale sur les droits politiques des Suisses de l'étranger afin de pouvoir accorder à ceux-ci le droit de vote et d'élection dans les affaires fédérales. Il avait ainsi donné l'impulsion nécessaire à l'introduction du droit de vote par correspondance pour les Suisses de l'étranger sur le plan fédéral. En 1995, les Suisses de l'étranger ont pu participer pour la première fois à des élections fédérales par correspondance.

Durant son mandat de président de l'OSE aussi, il s'est battu pour des sujets démocratiques fondamentaux comme l'introduction du vote électronique, l'augmentation du nombre de Suisses de l'étranger habilités à voter et la couverture de l'AVS/AI facultative.

«L'OSE était tout pour Georg», m'a écrit son épouse. On le ressentait. L'OSE et nous-mêmes nous souviendrons de Georg Stucky avec une grande reconnaissance. Nous présentons nos plus sincères condoléances à son épouse Elisabeth Stucky et à ses proches.

Avec toute notre sympathie,

Remo Gysin
président de l'OSE

IMPRESSUM:
La «Revue Suisse», qui est destinée aux Suisses de l'étranger, paraît pour la 46^e année en allemand, français, anglais et espagnol, en 14 éditions régionales, avec un tirage total de 418 000 exemplaires, dont 235 000 électroniques. Les nouvelles régionales paraissent quatre fois par

an. La responsabilité du contenu des annonces et annexes publicitaires incombe aux seuls annonceurs. Ces contenus ne reflètent pas obligatoirement l'opinion de la rédaction ni celle de l'organisation éditrice.
DIRECTION ÉDITORIALE: Marc Lettau (MUL), rédacteur en chef; Stéphane Herzog (SH); Theodora Peter (TP);

Susanne Wenger (SWE); Direction Consulaire, Innovation et Partenariats, responsable des «news.admin.ch»
ASSISTANTE DE RÉDACTION: Sandra Krebs
Traduction: SwissGlobal Language Services AG; DESIGN: Joseph Haas, Zurich; IMPRESSION: Vogt-Schild Druck AG, 4552 Derendingen.

ADRESSE POSTALE: Éditeur/rédaction/publicité: Organisation des Suisses de l'étranger, Alpenstrasse 26, 3006 Berne, tél. +41313566110, fax +41313566101, PC 30-6768-9.
E-mail: revue@daso.ch

Clôture de rédaction de cette édition:
1 octobre 2020

Tous les Suisses de l'étranger enregistrés auprès d'une représentation suisse reçoivent la revue gratuitement. Les personnes n'ayant pas la nationalité suisse peuvent s'abonner (prix pour un abonnement annuel: Suisse, CHF 30.-/étranger, CHF 50.-). La revue sera expédiée aux abonnés directement de Berne. www.revue.ch

CHANGEMENT D'ADRESSE: prière de communiquer votre nouvelle adresse à votre ambassade ou à votre consulat; ne pas écrire à Berne.



Cyberadministration: pour un contact aisé avec les autorités

Grâce à la cyberadministration, les particuliers et les entreprises peuvent aisément entrer en contact avec l'État par le biais d'Internet. La Confédération, les cantons et les communes collaborent depuis 2008 pour étendre leur offre en ligne. Depuis 2020, ils poursuivent une nouvelle stratégie, avec des objectifs et des projets communs. Le but est que le canal électronique devienne le premier choix pour entrer en contact avec l'administration publique.

La nouvelle organisation commune, «Administration numérique suisse», est en phase d'élaboration. Kurt Nuspliger, responsable du projet, nous donne des informations à ce sujet.

Que pensez-vous du fédéralisme suisse?

La Suisse multilingue ne se conçoit que comme une collectivité structurée de manière fédéraliste. Le fédéralisme est également synonyme de concurrence et il permet aux cantons de développer des solutions innovantes dans leur domaine. Annoncer un déménagement par voie électronique en est un exemple: bon nombre de cantons offrent désormais la possibilité d'annoncer une arrivée ou un départ en ligne, mais pas tous. C'est aussi une conséquence du système fédéraliste.

En ce qui concerne la numérisation de l'administration: quelles possibilités et quelles limites ont découlé, à votre avis, du modèle actuel de collaboration des autorités?

Les autorités, les cercles économiques, scientifiques et politiques et la société civile doivent collaborer pour mener à bien cette numérisation. La Confédération ne peut pas atteindre seule le degré d'efficacité nécessaire dans le



Kurt Nuspliger est docteur en droit constitutionnel et professeur honoraire à l'université de Berne. Il a été chancelier du canton de Berne de 1985 à 2013 et conseille, depuis juin 2013, des institutions publiques en matière de droit et d'organisation.

Photo MAD

domaine de la transformation numérique et de la cyberadministration. Cantons et communes doivent être impliqués dans le processus sur un pied d'égalité. Le modèle de coopération actuel peut être amélioré.

Le projet «Administration numérique suisse» a été lancé pour renforcer la coopération entre la Confédération, les cantons et les communes. Quels buts poursuit-il?

La Confédération, les cantons et les communes s'engagent aujourd'hui à coopérer dans le domaine de la cyberadministration en Suisse en vertu d'une convention-cadre de droit public. La Conférence suisse sur l'informatique joue aussi un rôle: elle favorise la coopération entre les collectivités impliquées dans la numérisation de l'administration. De plus, l'association eCH élabore et développe des normes pour la cyberadministration en Suisse. Le projet «Administration numérique suisse» vise à rendre la coopération entre les secteurs évoqués plus contraignante, pour plus d'efficacité. Il faut unir les forces en présence.

Quel peut être l'impact de la nouvelle organisation?

Elle se concentre sur des tâches communes: développer une stratégie pour la transformation numérique et la mettre en œuvre, définir des normes pour la gestion des données et l'échange de données entre autorités, mettre sur pied des services de base

HELPLINE DFAE

☎ en Suisse +41 800 24 7 365
☎ à l'étranger +41 58 465 33 33
E-Mail: helpline@eda.admin.ch
Skype: helpline-eda

Conseils aux voyageurs

www.eda.admin.ch/voyages
☎ en Suisse +41 800 24 7 365
☎ à l'étranger +41 58 465 33 33
www.twitter.com/travel_edadfae

Travel Admin

Online-Registrierung von Auslandsreisen
Enregistrement en ligne de voyages à l'étranger
Registrazione quando si viaggia all'estero
Online Registration when travelling abroad

nationaux comme l'identité électronique et encourager l'innovation. Il s'agit aussi de relier les différents acteurs et d'échanger des connaissances. C'est bien connu: la connaissance est la seule ressource qui s'accroît quand on la partage.

Quels progrès doit-on viser en Suisse ces prochaines années dans le domaine des services administratifs numériques?

La transformation numérique touche tous les aspects de la vie quotidienne: communications, achats, contacts avec les autorités. La pandémie de coronavirus a accéléré encore cette transformation. Les services administratifs peuvent être améliorés à différents égards: citons par exemple, l'identification électronique, importante pour le futur développement des opérations en ligne et des applications cyberadministratives.

Quelle utilité la nouvelle organisation aura-t-elle pour les Suisses de l'étranger?

De nombreux Suisses de l'étranger vivent loin de la Suisse et ne peuvent pas se rendre personnellement auprès des instances officielles. Le courrier postal ne fonctionne pas bien partout. Dans cette situation, il est important que les personnes concernées puissent communiquer et effectuer des transactions avec l'administration suisse. Des portails électroniques sont nécessaires pour guider les utilisateurs de manière claire, en plusieurs langues et sans obstacles vers les services des autorités (guichets en ligne). Du point de vue des

Simone Flubacher, déléguée aux relations avec les Suisses de l'étranger, annonce son départ

Les échanges avec vous, chères lectrices et chers lecteurs, ont été infiniment enrichissants pour moi!

Pendant ces trois dernières années, le fait d'avoir pu servir de lien entre vous et la Confédération, que ce soit à l'occasion de l'une des nombreuses manifestations pour les Suisses de l'étranger ou par le biais de la «Revue Suisse», a été un honneur et une joie pour moi. J'ai toujours pris vos besoins à cœur.

Après avoir été près de 30 ans au service des Suisses de l'étranger dans des représentations suisses hors de nos frontières et à Berne, je vais me consacrer à de nouveaux défis professionnels à partir de novembre. Par conséquent, je prends congé de vous et vous souhaite une bonne continuation, où que vous vous trouviez sur la planète.

Bien cordialement,
Simone Flubacher

usagers, il est important que la Confédération, les cantons et les communes agissent de façon coordonnée et optimisent leurs services numériques.

CYBERADMINISTRATION SCHWEIZ-SUISSE-SVIZZERA
WWW.EGOVERNMENT.SWISS



Élections et votations

Le Conseil fédéral décide des objets au moins quatre mois à l'avance.

Toutes les informations sur les thèmes soumis à votation (brochure explicative, comités, recommandations du Parlement et du Conseil fédéral, etc.) sont disponibles sur www.admin.ch/votations ou sur l'application «VoteInfo» de la Chancellerie fédérale.

■ Les objets de la votation du 7 mars 2021 ne sont pas encore connus.

Initiatives populaires

À la clôture de la rédaction, les initiatives populaires suivantes ont été lancées (délai de récolte des signatures entre parenthèses):

■ Aucune nouvelle initiative populaire n'a été lancée.

La liste des initiatives populaires en suspens est disponible sur:

www.bk.admin.ch > Droits politiques > Initiatives populaires > Initiatives en suspens

Information

Annoncez votre/vos adresse(s) e-mail et numéro(s) de téléphone portable et/ou leur changement à votre représentation suisse, et inscrivez-vous via le guichet en ligne (sur le site internet du DFAE www.eda.admin.ch ou via www.swissabroad.ch) afin de choisir le mode de livraison pour la «Revue Suisse» ou d'autres publications. En cas de problème lors de l'inscription, contactez votre représentation.

L'édition actuelle de la «Revue Suisse» et les numéros précédents sont consultables sur www.revue.ch/fr, où ils peuvent être imprimés. La «Revue Suisse» (ou «Gazzetta Svizzera» en italien) est distribuée gratuitement à tous les foyers de Suisses de l'étranger sous forme électronique (par e-mail) ou imprimée. L'application «Swiss Review» est également disponible pour iOS/Android.

Responsable des pages d'informations officielles du DFAE:
Direction Consulaire
Innovation et Partenariats
Effingerstrasse 27, 3003 Berne, Suisse
www.dfae.admin.ch, mail: kdip@eda.admin.ch



La pozza del Felice



FABIO ANDINA:
«Tage mit Felice»
Rotpunktverlag Zurich 2020
240 pages; CHF 28.00

«La pozza del Felice»
Rubbettino Editore,
Italie, 2018, 209 pages;
CHF 22.00

«Le voici, qui frappe à ma porte et me réveille. Il est à peine cinq heures et demie.» Les journées du nonagénaire Felice, habitant d'un village isolé du Tessin, commencent à l'aube par un rituel particulier. Le narrateur, un jeune homme qui a fui la ville, l'accompagne. En silence souvent, ils gravissent tous les jours et par tous les temps un chemin qui mène en altitude pour aller se baigner dans un bassin d'eau naturel (en italien: «la pozza»). Le jeune homme raconte la vie au village, mais il se concentre surtout sur les moments passés avec Felice. Le quotidien de cet homme charismatique, dont la vie n'a pas été simple, est fait de tâches concrètes et pratiques comme fendre du bois, cuisiner et aider ses voisins. Dans ce village de montagne désormais presque uniquement peuplé de personnes âgées, les jours se déroulent toujours de la

même façon. Pourtant, des choses inattendues se produisent: Felice reçoit une missive mystérieuse. La nouvelle se répand comme une traînée de poudre, et bientôt tout le monde est au courant, mais nul ne connaît le contenu de la lettre. Felice semble attendre une visite. Il commence à aménager une chambre dans sa maison.

L'auteur, Fabio Andina, possède une écriture sans fioritures, mais riche de sonorités. Sous sa plume, l'univers de la montagne est âpre, cependant jamais hostile. On sent dans certaines de ses tournures poétiques son attachement à la vallée tessinoise qu'il peint. Fabio Andina décrit un lieu réel, à la fois autobiographique et fictif, comme il l'a déclaré dans une interview. Les «originaux» du village, des gens qui n'entrent pas dans le schéma de la performance et de la consommation, font ici tout naturellement partie de la communauté, dans laquelle on s'entraide. L'auteur ne craint pas non plus d'aborder des problèmes comme l'abus d'alcool ou l'exode rural.

Le personnage de Felice (qui signifie «heureux» en italien), avec sa manière de prendre soin de lui-même et d'être toujours là pour les autres habitants du village, est formidable. Il s'agit d'un livre à la lenteur envoûtante, sur un personnage en paix avec lui-même.

Fabio Andina, né en 1972 à Lugano, a fait des études de cinéma à San Francisco. Il vit aujourd'hui à nouveau au Tessin. Son premier recueil de poésie est paru en 2005, et son premier roman en 2016. «La pozza del Felice» est son deuxième roman, et le premier à avoir été traduit en allemand. Il paraîtra en français en 2021 aux Éditions Zoé à Genève.

RUTH VON GUNTEN

Quand piano et harpe ne font plus qu'un



DUO PRAXEDIS:
Carl Rütli Works for
Harp & Piano, Ars Produktion, 2019, Grand Duet,
Ars Produktion, 2017,
Dreaming, Idagio, 2010

Avouer que l'on est duettiste dans un ensemble piano-harpe, c'est s'exposer souvent à de drôles de questions, comme: «Et sinon, quelle est votre profession?» Cela n'a pas fait peur au «Duo Praxedis», créé il y a dix ans par une harpiste zougnoise et sa fille pianiste, et qui connaît aujourd'hui un vif succès.

Toutes les deux se prénomment Praxedis: la mère est Praxedis Hug-Rütli, et la fille, Praxedis Geneviève Hug. Elles sont toutes deux pianistes de formation, la mère ayant choisi la harpe comme deuxième instrument pendant ses études. Après son mariage, le piano est passé pour elle au second plan, et sa fille au premier. Mais quelques années plus tard, mère et fille ont décidé de former un duo piano-harpe à l'occasion d'un concert privé. «Au début, nous ne savions même pas quoi jouer. Nous nous sommes emparées de la sonate pour deux pianos KV 448 de Mozart, et l'avons triturée tant bien que mal pour la jouer à la harpe et au piano», raconte la mère.

Rapidement, les deux femmes découvrent qu'il existe un trésor d'œuvres originales pour harpe et piano. Aujourd'hui, leur répertoire extrêmement riche comprend des adaptations d'œuvres célèbres, de la musique contemporaine, des arrangements personnels et les dites œuvres originales du XIX^e siècle. Au cours de ces sept dernières années, le duo a commercialisé douze enregistrements très différents. La fille explique: «Sans CD, un artiste n'existe pas. Chaque disque nous permet de refaire de la promotion.»

Si les deux femmes s'harmonisent à merveille sur le plan privé et musical, elles soulignent tout de même leur statut de solistes: «Nous sommes deux combattantes solitaires, mais nous partageons toutes les responsabilités lorsque nous jouons en duo.» Notamment lorsque l'une ou l'autre traverse des bas ou des hauts: «Si ma mère crée un rythme particulièrement réussi avec sa harpe, je dois moi aussi soigner le mien pour être à la hauteur. Et si elle n'est pas en forme, alors je dois de toute façon assurer!»

La manière dont, malgré toute leur indépendance, chacune des deux femmes parvient à accorder le son de son instrument avec ce que joue l'autre est étonnante. Si l'on a l'oreille distraite, on peut parfois ne plus savoir si c'est la harpe ou le piano qui est en train de jouer – et l'on comprend alors ce qu'est la fusion sonore de deux instruments et de deux musiciennes.

CHRISTIAN BERZINS

Darius Rochebin



L'été passé, le journaliste star de la RTS Darius Rochebin a annoncé qu'il quittait la Suisse, direction Paris. Après 20 ans de présence au TJ, le chouchou médiatique genevois a donc rejoint le panier de crabes du Paysage audiovisuel français (PAF). Ce fut l'occasion pour chacun de dire son amour pour ce personnage élégant qui manie les questions vaches sans en avoir l'air. Son truc? Un dosage tout oriental – Darius possède des origines iraniennes –, où s'allient suavité et pugnacité. Le public suisse a pleuré ce transfert vers la France, pourtant flatteur. Il a accusé la RTS de ne pas conserver ses meilleurs éléments, ou, pire, d'avoir poussé le champion hors des ondes suisses! L'intéressé a expliqué qu'il ne partait pas fâché, bien au contraire.

L'homme officie désormais sur la chaîne LCI. Chaque soir du lundi au jeudi, il déploie son sens de la formule en interviewant des caciques français et des stars. Durant la première du «20H de Darius Rochebin», le journaliste genevois a demandé au ministre de l'économie, Bruno Le Maire, si son «charisme d'huître», dixit l'ancien président Sarkozy, avait évolué. Le tout, sans fâcher l'élu. Exercice réussi! Il a aussi surpris le professeur Didier Raoult, star de l'inféctiologie, en lui demandant s'il possédait des bustes de lui-même dans son jardin. Buzz garanti. Hors antenne, Darius n'est pas en reste. Il a notamment égratigné l'icône du cinéma français Catherine Deneuve, l'accusant de s'être montrée infecte après une interview. Du pain bénit pour les réseaux sociaux! À Paris, Darius Rochebin pose donc toutes les questions qu'il veut aux VIP à partir d'une base culturelle lointaine, celle offerte par la Suisse, ce confetti politiquement tempéré qui n'a pas su le retenir.

STÉPHANE HERZOG

Du cockpit à la loco

Les Chemins de fer fédéraux (CFF) manquent de chauffeurs de locomotives. Et la compagnie aérienne Swiss, en raison de la baisse du trafic aérien, ne peut pas donner assez de travail à ses pilotes et souhaite licencier. CFF et Swiss examinent à présent si les pilotes d'avion pourraient conduire des locomotives. Les associations professionnelles des deux secteurs soutiennent l'idée. (MUL)

Des sanctions contre la Biélorussie

Depuis la victoire électorale douteuse du chef d'État Alexandre Loukachenko, Berne critique les répressions contre les citoyens de Biélorussie (aussi nommée: Bélarus). La Suisse a accentué sa pression sur le gouvernement biélorusse par des sanctions, en prononçant notamment des restrictions financières et de voyage contre d'anciens et actuels responsables du pays. Plusieurs entreprises suisses sont installées au Bélarus, comme le constructeur de trains Stadler Rail. (MUL)

La radiotélévision en pleine mutation

Contrainte de faire des économies, la SRF (radiotélévision suisse alémanique) veut aussi conquérir un public plus jeune. Elle prévoit donc des suppressions d'emplois et une offensive en ligne. Des émissions de radio et de télévision de longue date disparaîtront. Mais la modernisation visée par Nathalie Wapler, directrice de la SRF, ne plaît pas à tout le monde: la SRF étant financée par la redevance, son offensive en ligne accroîtrait la pression sur les médias privés. Par conséquent, elle fait face à une levée de boucliers politique. (MUL)

Légère augmentation de la rente vieillesse

Vu l'augmentation des salaires et des prix, les retraités recevront des rentes légèrement plus élevées dès 2021. La rente minimum augmente de 10 francs pour s'établir à 1195 francs par mois, et la rente maximum de 20 francs pour atteindre 2390 francs par mois. Les prestations complémentaires augmentent elles aussi. Ces adaptations ont été décidées par le Conseil fédéral en octobre. Leur coût annuel global se monte à 441 millions de francs. (MUL)

Des bombes sous un village paysan

Sous le village de montagne de Mitholz (BE), des milliers de tonnes de munitions sont ensevelies dans des cavernes effondrées. L'armée souhaite à présent les dégager, car elles représentent un danger sérieux pour les habitants. Complexe, cette opération de récupération de matériaux explosifs fera de Mitholz un village fantôme pour toute une génération: une évacuation d'une durée de dix ans est prévue. L'éclairage de Swissinfo sur le sujet (en anglais): [oggy.de/mitholz](https://www.swissinfo.ch/fr/oggy.de/mitholz) (MUL)

Nous avons besoin de laisser une première trace.

Silvaplana, Engadine, Grisons, © STST - STIP



Nous avons besoin de Suisse.

Découvrir l'hiver maintenant: [MySwitzerland.com/firsttime](https://www.myswitzerland.com/firsttime)
Partage tes plus belles expériences avec [#IneedSwitzerland](https://twitter.com/IneedSwitzerland)

